



CHAMBRE DES COMMUNES
CANADA

39^e Législature
Première session
3 avril 2006



*Liste des
rapports et états*

À PRÉSENTER À LA CHAMBRE DES COMMUNES

(Établie en vertu de l'article 153 du Règlement de la Chambre des communes)

TABLE DES MATIÈRES

NOTE EXPLICATIVE	iii
AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ministre des	1
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, ministre des (devant porter le titre de ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits)	5
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC, ministre de l'	12
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE, ministre de l' (ministre chargé de l'application de la <i>Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique</i> portant le titre de)	13
AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE, ministre de l'	15
ANCIENS COMBATTANTS, ministre des	20
CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION, ministre de la	22
COMITÉS PARLEMENTAIRES	23
COMMERCE INTERNATIONAL, ministre du (TR/2003-208(A))	30
CONSEIL DU TRÉSOR, président du	32
CONSEIL PRIVÉ DE LA REINE POUR LE CANADA, président du	40
DÉFENSE NATIONALE, ministre de la	41
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, ministre de la	45
ENVIRONNEMENT, ministre de l'	46
ÉTAT, ministres d'	
DÉPARTEMENTS D'ÉTAT	53
FINANCES, ministre des	54
INDUSTRIE, ministre de l' (comprend les documents que doit déposer le registraire général du Canada)	63
JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA, ministre de la	71
LEADER DU GOUVERNEMENT À LA CHAMBRE DES COMMUNES (devant porter le titre de leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique)	75
PATRIMOINE CANADIEN, ministre du (devant porter le titre de ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine)	76
PÊCHES ET DES OCÉANS, ministre des	84
PREMIER MINISTRE	86
PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES	88
RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, ministre des (devant porter le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement social)	93
RESSOURCES NATURELLES, ministre des	97
REVENU NATIONAL, ministre du	103

SANTÉ, ministre de la.....	104
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE, ministre de la (devant porter le titre de ministre de la Sécurité publique)	109
TRANSPORTS, ministre des (devant porter le titre de ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités)	115
TRAVAIL, ministre du.....	133
TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX, ministre des	135
ANNEXE.....	137

NOTE EXPLICATIVE

Le Bureau des conseillers législatifs (Légitiste et Conseiller parlementaire) établit la *Liste des rapports et états* en vertu de l'article 153 du *Règlement de la Chambre des communes* :

153. [*Liste des documents à produire.*] Le Greffier de la Chambre est tenu de dresser et de faire imprimer au commencement de chaque session de la législature, une liste des rapports ou autres états périodiques qu'il incombe à tout fonctionnaire, ministère ou département d'État fédéral, à toute banque ou à tout autre corps constitué, de transmettre à la Chambre. Il est tenu de faire distribuer la liste en question à chacun des députés en y indiquant la loi ou la résolution et la page du recueil des statuts ou des *Journaux* qui ordonnent la production desdits rapports ou états périodiques. Il doit également placer sous le nom de chaque fonctionnaire ou corps constitué une liste des rapports ou comptes rendus qu'il incombe à celui-ci de présenter, et y indiquer, en même temps, l'époque où la Chambre a lieu de s'attendre à leur réception.

La *Liste des rapports et états* énumère tous les rapports et autres documents qui doivent être déposés devant la Chambre des communes en vertu des lois fédérales en vigueur le **3 avril 2006**. Cette liste n'indique pas si un document particulier a été déposé dans le délai requis. Elle continue cependant à en faire mention jusqu'à ce que le Parlement abroge l'article pertinent de la loi.

La plupart des documents doivent être déposés par un ministre. Ainsi, les ministres sont présentés par ordre alphabétique selon le titre qui leur est attribué dans la loi qui exige la présentation d'un rapport. Pour obtenir de plus amples renseignements sur un rapport, nous vous prions de contacter le ministre responsable de sa présentation.

Afin de faciliter la tâche des député(e)s et de tout autre utilisateur de la Liste, nous y avons également inclus les documents que doivent transmettre les comités parlementaires et différents agents supérieurs de la Chambre, dont le Président. Les rapports du registraire général du Canada sont énumérés avec ceux du ministre de l'Industrie puisqu'en vertu du paragraphe 2(3) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*, le ministre de l'Industrie est le registraire général du Canada. Tous les rapports que doivent déposer les ministres ou secrétaires d'État apparaissent sous « ÉTAT, ministres d' ». Lorsque la loi ne précise pas le nom du ministre devant déposer le document, ce dernier apparaît sous le nom du ministre responsable de cette loi selon le *Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables*.

Lors de la première session de la 38^e législature, une annexe intitulée « LISTE DES RAPPORTS ET DOCUMENTS DÉPOSÉS – EXIGENCE LÉGISLATIVE DE DÉPÔT UNIQUE » a été ajoutée à la *Liste des rapports et états*. Dans la *Liste des rapports et états* de la première session de la 39^e législature, l'annexe est divisée en deux parties intitulées respectivement « EXIGENCE LÉGISLATIVE DE DÉPÔT UNIQUE » et « EXIGENCE LÉGISLATIVE PÉRIMÉE ». La première partie de l'annexe énumère les rapports et autres documents qui ont été déposés conformément à l'exigence de dépôt unique que prévoit la loi pertinente et qui n'ont pas à être déposés au cours de plus d'une session (*voir* l'article 20 de la *Loi d'interprétation*, L.R., ch. I-21). La seconde partie énumère les rapports et autres documents qui ont été déposés au cours d'une période déterminée conformément à une loi et qui n'ont plus à l'être du fait que l'exigence législative est devenue périmée. Par souci de commodité, ces documents ont été regroupés séparément de ceux faisant l'objet d'une exigence de dépôt périodique.

Les renseignements relatifs à chaque document sont présentés en quatre colonnes, comme dans l'exemple suivant :

Tribunal canadien du commerce extérieur¹			
— Rapport annuel : activités du Tribunal ²	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au ministre ³ (dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice précédent) ⁴	8560 553 ⁵	<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> ⁶ L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.), art. 42

- 1 Fonctionnaire, ministère ou département d'État fédéral, banque ou autre corps constitué
- 2 Description du document à être transmis
- 3 Délai de présentation du document
- 4 Délai de préparation du document
- 5 Numéro de document parlementaire
- 6 Disposition législative qui exige le dépôt du document (avec renvoi à la disposition législative originale et aux modifications de celle-ci)

Lorsqu'un article de la loi exigeant le dépôt d'un document n'est pas en vigueur, tous les renseignements relatifs à ce document sont en gris et la mention « *non en vigueur* » est inscrite sous l'autorité, comme dans l'exemple suivant :

— Rapport annuel : application de la partie I.1 (Régime de pension de la force de réserve) de la loi	Annuellement		<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17; art. 59.7 ajouté par 1999, ch. 34, art. 154 (<i>non en vigueur</i>)
--	--------------	--	--

Dans certains cas, un décret peut ordonner qu'un document inclus dans la Liste ne soit plus préparé. L'article 157 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* autorise en effet le gouverneur en conseil à supprimer certains rapports prévus par la loi en raison du fait qu'ils contiennent tout au plus les mêmes renseignements que les Comptes publics ou les prévisions budgétaires déposés devant le Parlement. Dans un tel cas, le document apparaît ainsi dans la Liste :

— Rapport annuel	À inclure sous forme distincte dans le rapport annuel du ministre au Parlement		<i>Loi sur la statistique</i> L.R. (1985), ch. S-19, par. 4(3)
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			

À ce jour, le gouverneur en conseil a pris six décrets ordonnant que certains documents ne soient plus préparés :

Décret ordonnant que certains documents ne soient plus préparés

TR/2005-50, Gaz. C. 2005.II.1353
TR/2003-146, Gaz. C. 2003.II.2383
TR/2000-90, Gaz. C. 2000.II.2351
TR/99-130, Gaz. C. 1999.II.2540
TR/94-34, Gaz. C. 1994.II.1708
TR/93-30, Gaz. C. 1993.II.1135

Si vous avez des observations relatives à la *Liste des rapports et états*, veuillez les présenter au :

Légiste adjoint et Conseiller parlementaire
Chambre des communes
180, rue Wellington — Bureau 652-B
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Tél. : (613) 995-7985 ou 947-6569
Télec. : (613) 947-8198

La *Liste des rapports et états* peut être consultée à l'adresse électronique suivante :

<http://www.parl.gc.ca/39/1/parlbus/chambus/house/reports/toc-f.htm>

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Décali de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ministre des			
Agence canadienne de développement international			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 631	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 631	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 410	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 410	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Autorité nationale			
— Rapport annuel : mise en oeuvre de la loi	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport		<i>Loi de mise en oeuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</i> 1998, ch. 32, par. 27.1(2) (non en vigueur)
Centre de recherches pour le développement international			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 701	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Centre et rapport du vérificateur général	Dans les 15 jours de la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 365	<i>Loi sur le Centre de recherches pour le développement international</i> L.R. (1985), ch. I-19, par. 22(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 701	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 619	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

2 AFFAIRES ÉTRANGÈRES

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : activités du Centre	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre premiers mois de chaque exercice)	8560 593	<i>Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique</i> L.R. (1985), ch. 54 (4 ^e suppl.), par. 31(3)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 619	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : examen des activités et de l'organisation du Centre	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi et ensuite tous les cinq ans). La présente loi est entrée en vigueur le 30 septembre 1988. Rapports quinquennaux : — 1988-1993, déposé le 3 février 1994 — 1993-1998, déposé le 10 juin 1999 — 1998-2003, déposé le 20 février 2004	8560 329	<i>Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique</i> L.R. (1985), ch. 54 (4 ^e suppl.), par. 31(2) et (3)
Commission du parc international Roosevelt de Campobello			
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport par le ministre (dans les trois mois suivant la fin de chaque année) ou, si le Parlement n'est pas alors en session, l'un des 15 premiers jours où le Parlement siège par la suite	8560 229	<i>Loi sur la Commission du parc international Roosevelt de Campobello</i> 1964-65, ch. 19, art. 7
Fondation Asie-Pacifique du Canada			
— Rapport : activités et organisation de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception par le ministre du rapport du conseil d'administration (dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 37, et par la suite tous les cinq ans). L'article 37 est entré en vigueur le 29 juin 2005.		<i>Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada</i> L.R. (1985), ch. A-13, art. 37; 2005, ch. 30, art. 79
— Rapport annuel : activités de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception par le ministre du rapport du conseil d'administration (dans les quatre mois suivant chaque exercice)		<i>Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada</i> L.R. (1985), ch. A-13, art. 36; 2005, ch. 30, art. 78
Ministère			
— Arrêté du ministre : modification de l'annexe suivant une modification à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise de l'arrêté (dans les plus brefs délais suivant l'entrée en vigueur de la modification)		<i>Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les mines antipersonnel</i> 1997, ch. 33, art. 20; 2001, ch. 34, art. 3(F)
— Décrets et règlements du gouverneur en conseil	Dans les cinq jours de séance de la Chambre qui suivent leur prise	8560 495	<i>Loi sur les mesures économiques spéciales</i> 1992, ch. 17, par. 7(1)

Fonctionnaire, etc.	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
<i>— Description du document</i>			
— Décrets et règlements du gouverneur en conseil	Immédiatement après que le décret ou le règlement a été pris ou, si le Parlement ne siège pas, dès l'ouverture de la session suivante	8560 592	<i>Loi sur les Nations Unies</i> L.R. (1985), ch. U-2, par. 4(1)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 883	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Immédiatement suivant son établissement (dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, au plus tard dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'expiration du délai imparti	8560 559	<i>Loi sur l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture</i> L.R. (1985), ch. F-26, art. 4; 1995, ch. 5, art. 25
— Rapport annuel : mise en oeuvre de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et application de la loi (conjointement avec le ministre du Commerce international et le ministre de la Justice et procureur général du Canada)	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre après l'établissement du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 736	<i>Loi sur la corruption d'agents publics étrangers</i> 1998, ch. 34, art. 12
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 883	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : application d'un décret ou règlement pris en vertu de la loi	Dans les 60 jours de séance qui suivent la fin de l'application d'un décret ou règlement	8560 495	<i>Loi sur les mesures économiques spéciales</i> 1992, ch. 17, par. 7(9)
— Rapport : examen indépendant de la loi et de son application	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi)		<i>Loi sur le précontrôle</i> 1999, ch. 20, art. 39
	Note : Articles 1 et 3 en vigueur le 13 décembre 2001; articles 2, 4 à 36, 38 et 39 en vigueur le 1 ^{er} mai 2002. Article 37 non en vigueur.		
— Rapport : examen indépendant des dispositions et de l'application de la loi	À l'occasion mais au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, et, par la suite, au plus tard cinq ans après le dépôt du rapport précédent		<i>Loi sur les systèmes de télédétection spatiale</i> 2005, ch. 45, par. 45.1(2) (<i>non en vigueur</i>)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 473	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5

4 AFFAIRES ÉTRANGÈRES

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — <i>Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 473	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
---	-----------------------	-------------------------------------	----------

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, ministre des (devant porter le titre de ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits)

Centre canadien du règlement indépendant des revendications particulières des premières nations			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) (non en vigueur)
— Rapport annuel : activités du Centre ainsi que ses états financiers et le rapport du vérificateur général du Canada à leur égard	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la présentation du rapport au ministre (dans les six premiers mois de chaque exercice)		<i>Loi sur le règlement des revendications particulières</i> 2003, ch. 23, par. 18(2) (non en vigueur)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) (non en vigueur)
— Rapport : recommandations ministérielles de modification de la loi	Dans les 90 premiers jours de séance de la Chambre suivant la signature du rapport (au terme de l'examen, le ministre fait dresser le rapport). L'examen se tient au plus tôt trois ans après l'entrée en vigueur de l'article 76, mais au plus tard cinq ans après son entrée en vigueur.		<i>Loi sur le règlement des revendications particulières</i> 2003, ch. 23, par. 76(3) (non en vigueur)

Comité de mise en œuvre de l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada

— Rapport annuel	Sur réception	8560 401	<i>Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada</i> (25 mai 1993), al. 37.3.3h) tel que ratifié par la <i>Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut</i> 1993, ch. 29, par. 4(1)
------------------	---------------	----------	---

Commissaire des Territoires du Nord-Ouest

— Ordonnances prises par le commissaire en conseil	Dans les meilleurs délais suivant leur transmission au gouverneur en conseil (dans les 30 jours de leur prise)	8560 388	<i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i> L.R. (1985), ch. N-27, par. 21(1)
--	--	----------	---

Commission canadienne des affaires polaires

— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 325	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
--	---	----------	--

6 AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre premiers mois de chaque exercice de la Commission)	8560 498	<i>Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires</i> 1991, ch. 6, par. 21(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 325	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission consultative en gestion foncière			
— Rapport annuel : travail de la Commission	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au ministre (dans les 90 jours suivant la fin de l'année de son fonctionnement)	8560 862	<i>Accord-cadre relatif à la gestion des terres des premières nations</i> (12 février 1996), article 41.2 tel que ratifié par la <i>Loi sur la gestion des terres des premières nations</i> 1999, ch. 24, par. 4(1)
Commission crie-naskapie			
— Rapport bisannuel : application de la loi	Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les deux ans suivant la date d'entrée en vigueur de la partie XII et, par la suite, dans les six mois suivant chaque deuxième anniversaire de cette date). La partie XII est entrée en vigueur le 1 ^{er} décembre 1984.	8560 801	<i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec</i> 1984, ch. 18, par. 171(1)
Commission de la fiscalité des premières nations			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) (non en vigueur)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) (non en vigueur)
Commission des traités de la Colombie-Britannique			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 858	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice de la Commission)	8560 37	<i>Loi sur la Commission des traités de la Colombie-Britannique</i> 1995, ch. 45, par. 21(3)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décalai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 858	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Conseil de gestion financière des premières nations			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) (non en vigueur)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) (non en vigueur)
Institut de la statistique des premières nations			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4) (non en vigueur)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) (non en vigueur)
— Rapport annuel : activités de l'Institut	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1) (non en vigueur)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8 (non en vigueur)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) (non en vigueur)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2) (non en vigueur)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4) (non en vigueur)

8 AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Ministère			
— Décret du gouverneur en conseil : accords ultérieurs	Dans les 30 jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret	8560 785	<i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> 1994, ch. 34, par. 5(2)
— Décret du gouverneur en conseil : conventions complémentaires et autres	Dans les 15 jours de l'établissement du décret ou, si le Parlement n'est pas en session, dans les 15 premiers jours de la séance suivante	8560 879	<i>Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois</i> 1976-77, ch. 32, par. 5(1)
— Décret du gouverneur en conseil rendant exécutoire toute modification à l'accord en matière de partage des revenus produits par l'exploitation des gisements minéraux de la réserve indienne de Fort Nelson	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant sa signature	8560 825	<i>Loi sur le partage des revenus miniers de la réserve indienne de Fort Nelson</i> 1980-81-82-83, ch. 38, art. 7
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 648	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du ministère	Le 31 janvier au plus tard ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien</i> L.R. (1985), ch. I-6, art. 7
Non requis depuis 1993 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : mise en oeuvre de la loi (<i>voir aussi Ressources naturelles, ministre des</i>)	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (dans les 90 premiers jours de l'année)	8560 455	<i>Loi fédérale sur les hydrocarbures</i> L.R. (1985), ch. 36 (2 ^e suppl.), art. 109
— Rapport annuel : prêts consentis aux Indiens	Dans les 15 jours suivant la fin de chaque exercice ou, si le Parlement n'est pas alors en session, dans les 15 premiers jours de la session suivante		<i>Loi sur les Indiens</i> L.R. (1985), ch. I-5, par. 70(6)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 648	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi et du fonctionnement des institutions, accompagné des modifications recommandées par le ministre	Dans les sept ans suivant la sanction de la présente loi. La présente loi a été sanctionnée le 23 mars 2005.		<i>Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations</i> 2005, ch. 9, art. 146 (non en vigueur)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 484	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 484	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Office d'aménagement territorial du Sahtu			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 872	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 872	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office des droits de surface du Yukon			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 859	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 859	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 730	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 730	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office des eaux du Nunavut			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 869	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

10 AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 869	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 870	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 870	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office des terres et des eaux du Sahtu			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 731	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 731	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office d'évaluation environnementale et socioéconomique du Yukon			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 871	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 871	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Office gwich'in d'aménagement territorial			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 874	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 874	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office gwich'in des terres et des eaux			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 875	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 875	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Tribunal des droits de surface du Nunavut			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 877	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 877	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

12 AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Fonctionnaire, etc.

— Description du document

Délai de présentation

Numéro de document
parlementaire

Autorité

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC,
ministre de l'

**Agence de développement
économique du Canada pour les
régions du Québec**

— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 328	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Agence	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre après le 31 octobre et suivant sa présentation au ministre (dans les six premiers mois suivant la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</i> 2005, ch. 26, par. 17(1) et (2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 328	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport global d'évaluation des activités de l'Agence	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception par le ministre du rapport du président de l'Agence (au plus tard le 31 décembre 2006 et tous les cinq ans par la suite)		<i>Loi sur l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</i> 2005, ch. 26, par. 17(3) et (4)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 450	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 450	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5

Ministère

— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le 31 octobre		<i>Loi sur l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</i> 2005, ch. 26, par. 17(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE , ministre de l' (ministre chargé de l'application de la <i>Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique</i> portant le titre de)			
Agence de promotion économique du Canada atlantique			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 323	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le 30 septembre		<i>Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique</i> L.R. (1985), ch. 41 (4 ^e suppl.), partie I, par. 21(3); 1992, ch. 1, art. 10
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 323	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport global d'évaluation des activités de l'Agence et de leur effet sur les disparités régionales	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 15 septembre 1993 et tous les cinq ans par la suite)	8560 204	<i>Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique</i> L.R. (1985), ch. 41 (4 ^e suppl.), partie I, par. 21(2) et (2.1); 1992, ch. 1, art. 10
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 404	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 404	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 778	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)

14 AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document</i>	<i>Autorité</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>parlementaire</i>	
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 827	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Société d'expansion du Cap-Breton			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 575	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 650	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 855	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE, ministre de l'			
Administration du rétablissement agricole des Prairies			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Non indiqué	8560 211	<i>Loi sur le rétablissement agricole des Prairies</i> L.R. (1985), ch. P-17, art. 10
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Agence canadienne d'inspection des aliments			
— Plan d'entreprise	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'approbation du plan par le ministre (dès la constitution de l'Agence et au moins tous les cinq ans par la suite). L'Agence a été constituée le 1 ^{er} avril 1997, date de l'entrée en vigueur de l'article 3.	8562 800	<i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> 1997, ch. 6, par. 22(1)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 855	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Agence	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 septembre)	8560 48	<i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> 1997, ch. 6, par. 23(1)
Non requis depuis 2005 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 855	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission canadienne des grains			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (au mois de février) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 153	<i>Loi sur les grains du Canada</i> L.R. (1985), ch. G-10, art. 15
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			

16 AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : examen indépendant de la Commission et des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année suivant l'entrée en vigueur de l'article 120.1. L'article 120.1 est entré en vigueur le 1 ^{er} août 2005.		<i>Loi sur les grains du Canada</i> L.R. (1985), ch. G-10; art. 120.1 ajouté par 2005, ch. 24, art. 2.1
Commission canadienne du blé			
— Rapport annuel	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 mars ou à une autre date fixée par le gouverneur en conseil)	8560 259	<i>Loi sur la Commission canadienne du blé</i> L.R. (1985), ch. C-24, par. 9(2); 1998, ch. 17, art. 28(A)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 697	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission canadienne du lait			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions	8560 754	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 90	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 699	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 836	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Conseil national des produits agricoles			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 419	<i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (titre modifié par 1993, ch. 3, art. 2) L.R. (1985), ch. F-4, art. 15
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Financement agricole Canada			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 704	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 142	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 647	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 704	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 818	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Ministère			
— Accords fédéro-provinciaux : protection du revenu agricole	Dans les 30 jours de leur conclusion et, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 483	<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> 1991, ch. 22, par. 6(1)
— Décret du gouverneur en conseil : accords fédéraux-provinciaux sur l'assurance-récolte avec les provinces	Dès que possible après la prise du décret	8560 719	<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> 1991, ch. 22, par. 12(5) et (7)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)

18 AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (à la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> 1997, ch. 20, art. 41
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (annuellement)		<i>Loi sur la protection des obtentions végétales</i> 1990, ch. 20, art. 78
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : application de la loi et de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles</i>	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (au plus tard le 30 juin)		<i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> L.R. (1985), ch. 25 (3 ^e suppl.), par. 22(1)
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : application des accords conclus en vertu de la loi et paiements faits aux provinces	Au début de chaque exercice et dans les meilleurs délais		<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> 1991, ch. 22, art. 21
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport annuel : travaux réalisés, recettes et dépenses de chaque station agronomique	Dans les 21 premiers jours de la session suivante (au plus tard le 31 décembre)		<i>Loi sur les stations agronomiques</i> L.R. (1985), ch. E-16, art. 10
— Rapport : ententes conclues en vertu de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (à la fin de l'exercice)	8560 53	<i>Loi sur la vente coopérative des produits agricoles</i> L.R. (1985), ch. A-5, art. 8 (Loi abrogée par 1997, ch. 20, art. 44 (<i>non en vigueur</i>))
— Rapport : examen de l'application de la loi	Dès que possible suivant l'examen (le plus tôt possible au cours de la troisième année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi et par la suite tous les trois ans). La présente loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} avril 1998.	8560 765	<i>Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole</i> 1997, ch. 21, par. 28(3)

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document	Autorité
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>parlementaire</i>	
— Rapport: examen de l'application de la loi	Dans les meilleurs délais suivant l'examen (à être effectué avant le 1 ^{er} avril 1996, puis tous les cinq ans par la suite)	8560 776	<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> 1991, ch. 22, art. 20
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 95A	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 745	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Offices de commercialisation des produits de ferme			
— Rapport annuel de chaque office	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (titre modifié par 1993, ch. 3, art. 2) L.R. (1985), ch. F-4, art. 30
	(1) Office canadien de commercialisation des oeufs	8560 433	
	(2) Office canadien de commercialisation des oeufs d'incubation de poulet à chair	8560 523	
	(3) Office canadien de commercialisation du dindon	8560 434	
	(4) Producteurs de poulet du Canada	8560 42	

20 ANCIENS COMBATTANTS

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — <i>Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
ANCIENS COMBATTANTS, ministre des			
Directeur de l'établissement de soldats			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Directeur des terres destinées aux anciens combattants			
— État financier	Dans les 15 premiers jours de la session suivante (à l'expiration de chaque année budgétaire)		<i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> S.R. 1970, ch. V-4, art. 49
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministère			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 708	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du ministère	Au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre suivant le 31 janvier		<i>Loi sur le ministère des Anciens Combattants</i> (titre modifié par 2000, ch. 34, art. 95(F)) L.R. (1985), ch. V-1, art. 7; 1992, ch. 1, art. 140
Non requis depuis 1993 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 708	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Relevé annuel : assurance des anciens combattants	Aussitôt que possible après qu'il a été dressé (dans les trois mois qui suivent la fin de chaque année financière)	8560 254	<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i> S.R. 1970, ch. V-3, par. 18(2)

Fonctionnaire, etc.			
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
— Relevé annuel : assurance des soldats de retour	Aussitôt que possible après qu'il a été dressé (dans les trois mois de la fin de chaque année financière)	8560 228	<i>Loi de l'assurance des soldats de retour</i> 1920, ch. 54, par. 17(2) (ancien par. 19(2)) renuméroté par 1951, ch. 59, art. 12
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 536	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 536	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

22 CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délaï de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION, ministre de la			
Commission de l'immigration et du statut de réfugié			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 548	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 548	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Règles	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant leur agrément par le gouverneur en conseil	8560 155	<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> 2001, ch. 27, par. 161(2)
Ministère			
— Projets de règlements pris en vertu des articles 17, 32, 53, 61, 102, 116, 150 et 150.1 de la loi (voir aussi Sécurité publique et de la Protection civile, ministre de la)	Non indiqué — Projet de règlement modifiant le <i>Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	8560 790	<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> 2001, ch. 27, par. 5(2); 2004, ch. 15, art. 70
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 585	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi portant sur l'année civile précédente	Au plus tard le 1 ^{er} novembre ou dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant cette date	8560 800	<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> 2001, ch. 27, par. 94(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 585	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 421	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 421	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5

<i>Sujet</i> — <i>Rapport</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
COMITÉS PARLEMENTAIRES			
Agence du revenu du Canada			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen complet et évaluation des dispositions et de l'application de la loi	Dans un délai raisonnable, après la confection du rapport (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 89). L'article 89 est entré en vigueur le 1 ^{er} novembre 1999.		<i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> (titre modifié par 2005, ch. 38, art. 35) 1999, ch. 17, par. 89(2)
Aires marines nationales de conservation du Canada			
— Rapports des comités de la Chambre et du Sénat : rejet de la proposition de modification des annexes 1 ou 2 de la loi	Dans les 30 jours de séance suivant le dépôt de la proposition de modification		<i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i> 2002, ch. 18, par. 7(2)
Antiterroriste			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (dans les trois ans suivant la sanction de la présente loi) ou dans le délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres. La présente loi a été sanctionnée le 18 décembre 2001.		<i>Loi antiterroriste</i> 2001, ch. 41, par. 145(2)
Armes à feu			
— Rapport du comité de la Chambre ou du Sénat : conclusions sur un projet de règlement du gouverneur en conseil	Non indiqué		<i>Loi sur les armes à feu</i> 1995, ch. 39, par. 118(3)
Arrangements avec les créanciers des compagnies			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : étude du rapport prévu au paragraphe 63(1) de la loi	Dans l'année qui suit le dépôt du rapport du ministre de l'Industrie ou le délai supérieur accordé par le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas		<i>Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies</i> L.R. (1985), ch. C-36; par. 63(2) ajouté par 2005, ch. 47, art. 131 (non en vigueur)
Bourse de recherches de la flamme du centenaire			
— Rapport annuel des comités de la Chambre et du Sénat sur l'application de la loi	Dès que possible après la fin de chaque exercice	8560 326	<i>Loi sur la bourse de recherches de la flamme du centenaire</i> 1991, ch. 17, par. 7(1)
Code criminel (communication de dossiers dans les cas d'infraction d'ordre sexuel)			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : analyse exhaustive de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an après le début de l'analyse (à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi) ou dans le délai supérieur autorisé par la Chambre des communes. La présente loi est entrée en vigueur le 12 mai 1997.		<i>Loi modifiant le Code criminel (communication de dossiers dans les cas d'infraction d'ordre sexuel)</i> 1997, ch. 30, par. 3.1(2)

24 COMITÉS PARLEMENTAIRES

<i>Sujet</i> — <i>Rapport</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Code criminel (crime organisé et application de la loi)			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des articles 25.1 à 25.4 du <i>Code criminel</i>	Dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 46.1. L'article 46.1 est entré en vigueur le 7 janvier 2002.		<i>Loi modifiant le Code criminel (crime organisé et application de la loi) et d'autres lois en conséquence</i> 2001, ch. 32, art. 46.1
Code criminel (protection des enfants et d'autres personnes vulnérables)			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen approfondi de la loi et de l'application de ses dispositions	Dans les six mois suivant le début de son examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 27.1) ou dans le délai supérieur que le Parlement ou la chambre en question lui accorde. L'article 27.1 est entré en vigueur le 2 janvier 2006.		<i>Loi modifiant le Code criminel (protection des enfants et d'autres personnes vulnérables) et la Loi sur la preuve au Canada</i> 2005, ch. 32, par. 27.1(2)
Code régissant les conflits d'intérêts des députés			
— Rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre : examen exhaustif des dispositions du « Code régissant les conflits d'intérêts des députés » et de son application	Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du code et tous les cinq ans par la suite. Le code est entré en vigueur le 29 avril 2004.		<i>Règlement de la Chambre des communes</i> Annexe 1, art. 33
— Rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre : règles agréées par le Comité	Non indiqué		<i>Règlement de la Chambre des communes</i> Annexe 1, par. 30(2)
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation			
— Rapport : résolution portant abrogation de tout ou partie d'un règlement dont le comité est saisi d'office	Avant que le comité n'adopte un rapport et qu'il soit ensuite déposé en Chambre, un avis d'au moins 30 jours doit être donné à l'autorité investie du pouvoir de prendre le règlement de l'intention du comité d'étudier un tel rapport		<i>Loi sur les textes réglementaires</i> L.R. (1985), ch. S-22; art. 19.1 ajouté par 2003, ch. 18, art. 1
	— paragraphe 38(2) du <i>Règlement de pêche de l'Ontario de 1989</i> , tel qu'édicte par DORS/89-93	8510 381 122	
Commission d'examen de la rémunération des juges fédéraux			
— Rapport du comité de la Chambre désigné ou établi pour examiner les questions relatives à la justice : enquête ou audiences publiques relatives à un rapport de la Commission	Au plus tard 90 jours de séance après le renvoi du rapport de la Commission au comité		<i>Loi sur les juges</i> L.R. (1985), ch. J-1; par. 26(6.2) ajouté par 1998, ch. 30, art. 5; 2001, ch. 7, art. 17(F)

Sujet — Rapport	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Droit d'auteur			
— Rapport des comités de la Chambre ou mixtes : analyse exhaustive de la loi et des conséquences de son application	Dans l'année suivant le dépôt du rapport du ministre de l'Industrie (dans les cinq ans suivant la date de l'entrée en vigueur de l'article 92) ou dans le délai supérieur accordé par la Chambre des communes ou les deux chambres. L'article 92 est entré en vigueur le 1 ^{er} septembre 1997.	8510 373 49 (Rapport intérimaire)	<i>Loi sur le droit d'auteur</i> L.R. (1985), ch. C-42; par. 92(2) ajouté par 1997, ch. 24, art. 50
Enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels			
— Rapport du comité parlementaire : examen des dispositions de la loi ainsi que les conséquences de son application	Dans un délai de six mois du début de l'examen (deux ans après l'entrée en vigueur de la présente loi) ou tel délai plus long autorisé. La présente loi est entrée en vigueur le 15 décembre 2004.		<i>Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels</i> 2004, ch. 10, par. 21.1(2)
Enregistrement des lobbyistes			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (tous les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 14.1) ou tout délai plus long autorisé par le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas. L'article 14.1 est entré en vigueur le 20 juin 2005.		<i>Loi sur l'enregistrement des lobbyistes</i> L.R. (1985), ch. 44 (4 ^e suppl.); art. 14.1 ajouté par 2003, ch. 10, art. 13
Environnement			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen approfondi des dispositions et de l'application de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i>	Dans l'année qui suit le début de son examen (dans les sept ans suivant la sanction de la <i>Loi modifiant la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i>) ou dans le délai supérieur accordé par le Parlement ou la chambre en question. Cette loi a été sanctionnée le 11 juin 2003.		<i>Loi modifiant la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> 2003, ch. 9, par. 32(2)
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen complet de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (au début de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres		<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i> 1999, ch. 33, par. 343(2)
	Note : Articles 6 et 332 à 341 en vigueur le 15 novembre 1999; articles 243 à 255 en vigueur le 1 ^{er} décembre 1999; articles 9 et 54 en vigueur le 2 février 2000; articles 1 à 5, 7, 8, 10 à 53 et 55 à 80, paragraphes 81(1) à (6) et (8) à (14), articles 82 à 105, paragraphes 106(1) à (6) et (8) à (13) et articles 107 à 233, 242, 256 à 331 et 342 à 355.1 en vigueur le 31 mars 2000; articles 234 à 241 en vigueur le 31 mars 2001; paragraphes 81(7) et 106(7) en vigueur le 31 septembre 2001.		

<i>Sujet</i> — <i>Rapport</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Équité en matière d'emploi			
— Rapport du comité de la Chambre : examen complet des dispositions et de l'application de la loi	Dans les six mois suivant la fin de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi et à la fin de chaque période ultérieure de cinq ans). La présente loi est entrée en vigueur le 24 octobre 1996.	8510 371 188	<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> 1995, ch. 44, par. 44(2)
Espèces en péril			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen de l'application de la loi	Non indiqué (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 129, le comité désigné ou constitué à cette fin doit entreprendre l'examen de la présente loi). L'article 129 est entré en vigueur le 5 juin 2003.		<i>Loi sur les espèces en péril</i> 2002, ch. 29, art. 129
Expositions itinérantes			
— Rapport du comité parlementaire : examen des dispositions de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi) ou tel délai plus long autorisé. La présente loi est entrée en vigueur le 15 décembre 1999.		<i>Loi sur l'indemnisation au Canada en matière d'expositions itinérantes</i> 1999, ch. 29, par. 5.1(2)
Faillite et insolvabilité			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : étude du rapport prévu au paragraphe 285(1) de la loi	Dans l'année qui suit le dépôt du rapport du ministre de l'Industrie ou le délai supérieur accordé par le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas		<i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> (titre modifié par 1992, ch. 27, art. 2) L.R. (1985), ch. B-3; par. 285(2) ajouté par 2005, ch. 47, art. 122 (non en vigueur)
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen complet de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (trois ans révolus après l'entrée en vigueur de l'article 92) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes. L'article 92 est entré en vigueur le 23 juin 1992.		<i>Loi modifiant la Loi sur la faillite et la Loi de l'impôt sur le revenu en conséquence</i> 1992, ch. 27, art. 92
Frais d'utilisation			
— Le comité permanent peut examiner une proposition de frais d'utilisation et présenter un rapport	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, art. 5 et par. 6(2)
Mesures d'urgence			
— Rapport du comité d'examen parlementaire : examen de l'exercice des attributions découlant d'une déclaration de situation de crise	Au moins tous les 60 jours pendant la durée de validité d'une déclaration de situation de crise et, en outre, dans les cas suivants : a) dans les trois jours de séance qui suivent le dépôt d'une motion demandant l'abrogation d'une déclaration de situation de crise en conformité avec le paragraphe 59(1); b) dans les sept jours de séance qui suivent une proclamation de prorogation d'une situation de crise;		<i>Loi sur les mesures d'urgence</i> L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), par. 62(6)

<i>Sujet</i> — <i>Rapport</i>	<i>Délagi de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
	c) dans les sept jours de séance qui suivent la cessation d'effet d'une déclaration ou son abrogation par le gouverneur en conseil.		
Parc marin du Saguenay — Saint-Laurent			
— Rapport du comité de la Chambre : approbation ou rejet de la proposition de modification des limites du parc	Non indiqué		<i>Loi sur le parc marin du Saguenay — Saint-Laurent</i> 1997, ch. 37, par. 7(2)
Parcs nationaux du Canada			
— Rapports des comités de la Chambre et du Sénat : rejet de la proposition de modification de l'annexe 4 de la loi	Dans les 30 jours de séance suivant le dépôt de la proposition de modification		<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 34(2)
— Rapports des comités de la Chambre et du Sénat : rejet de la proposition de modification des annexes 1 ou 2 de la loi	Dans les 30 jours de séance suivant le dépôt de la proposition de modification		<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 7(2)
Plan décennal pour consolider les soins de santé (2004)			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan décennal pour consolider les soins de santé (2004)	Dans les trois mois qui suivent le début de l'examen (au plus tard le 31 mars 2008 et trois ans plus tard) ou dans le délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres du Parlement, selon le cas		<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> (titre modifié par 1995, ch. 17, par. 45(1)) L.R. (1985), ch. F-8; art. 25.9 ajouté par 2005, ch. 11, art. 6
Procréation assistée			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen à fond de la loi ainsi que les conséquences de son application	Dans un délai d'un an suivant le début de l'examen (dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 21) ou le délai plus long autorisé par le Sénat ou la Chambre des communes, ou les deux chambres, selon le cas. <u>Article 21 non en vigueur</u> .		<i>Loi sur la procréation assistée</i> 2004, ch. 2, par. 70(2)
— Rapport du comité de la Chambre ou du Sénat : conclusions sur un projet de règlement du gouverneur en conseil	Non indiqué		<i>Loi sur la procréation assistée</i> 2004, ch. 2, par. 66(2)
Produits antiparasitaires			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des dispositions de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (au début de la septième année suivant l'entrée en vigueur de l'article 1, et tous les sept ans par la suite) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres		<i>Loi sur les produits antiparasitaires</i> 2002, ch. 28, par. 80.1(2) (<i>non en vigueur</i>)

<i>Sujet</i> — <i>Rapport</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Protection des renseignements personnels et documents électroniques			
— Rapport du comité de la Chambre ou mixte : examen de l'application de la partie 1 (Protection des renseignements personnels dans le secteur privé) de la loi	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (tous les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la partie 1) ou dans tout délai supérieur autorisé par la Chambre des communes. La partie 1 est entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2001.		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> 2000, ch. 5, par. 29(2)
Quarantaine			
— Le comité compétent peut effectuer une enquête ou tenir des audiences publiques sur un projet de règlement et faire rapport de ses conclusions à la chambre	Non indiqué		<i>Loi sur la mise en quarantaine</i> 2005, ch. 20, par. 62.1(2) (<i>non en vigueur</i>)
Recyclage des produits de la criminalité et financement des activités terroristes			
— Rapport du comité parlementaire : examen de l'application de la loi	Non indiqué (dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 72). L'article 72 est entré en vigueur le 5 juillet 2000.		<i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i> (titre modifié par 2001, ch. 41, art. 48) 2000, ch. 17, art. 72
Référendum			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen de l'application de la loi	Non indiqué (au début de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi). La présente loi est entrée en vigueur le 23 juin 1992.		<i>Loi référendaire</i> 1992, ch. 30, par. 40(2)
Sociétés par actions			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des dispositions et de l'application de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>	Dans un délai raisonnable suivant le début de l'examen (dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 136, et ce ensuite tous les dix ans). L'article 136 est entré en vigueur le 24 novembre 2001.		<i>Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions et la Loi canadienne sur les coopératives ainsi que d'autres lois en conséquence</i> 2001, ch. 14, art. 136
Statistique			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen de l'application du paragraphe 18.1(2) de la <i>Loi sur la statistique</i>	Au plus tard deux ans avant le troisième recensement de la population fait en application de l'article 19 de la <i>Loi sur la statistique</i> suivant l'entrée en vigueur de la <i>Loi modifiant la Loi sur la statistique</i> , laquelle est entrée en vigueur le 29 juin 2005		<i>Loi modifiant la Loi sur la statistique</i> 2005, ch. 31, art. 2
Surveillance du secteur énergétique			
— Comité parlementaire habituellement chargé des questions énergétiques est saisi d'office de la loi	Lors de la première séance du comité qui suit le 18 février 1988		<i>Loi sur la surveillance du secteur énergétique</i> L.R. (1985), ch. E-8, art. 42

<i>Sujet</i> — <i>Rapport</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Systeme correctionnel et mise en liberté sous condition — Rapport du comité de la Chambre : examen de l'application des dispositions sur le maintien de l'incarcération	Dans l'année qui suit le début de l'examen (trois ans après l'entrée en vigueur des articles 129 à 132) ou dans le délai supérieur que la Chambre lui accorde. Les articles 129 à 132, modifiés par 1995, ch. 42, art. 44 à 47, sont entrés en vigueur le 24 janvier 1996.		<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> 1992, ch. 20, par. 232(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — <i>Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
COMMERCE INTERNATIONAL, ministre du			
Corporation commerciale canadienne			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 722	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Corporation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 88	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 781	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 722	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 817	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Exportation et développement Canada			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 289	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 662	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 702	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 851	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Ministre			
— Exposé de l'effet escompté ou sommaire de l'accord ou engagement intergouvernemental prévoyant l'inclusion de marchandises dans la liste des marchandises d'importation contrôlée	Dans les 15 jours de la publication du décret du gouverneur en conseil dans la <i>Gazette du Canada</i> ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 175	<i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> L.R. (1985), ch. E-19, par. 5(2)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Au début de chaque année civile	8560 137	<i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> L.R. (1985), ch. E-19, art. 27
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année suivant la date à laquelle le ministre a ordonné l'examen (à la fin des cinq années suivant l'entrée en vigueur de l'article 25 et tous les 10 ans par la suite). L'article 25 est entré en vigueur le 10 juin 1993.	8560 669	<i>Loi sur le développement des exportations</i> (titre modifié par 2001, ch. 33, art. 2(F)) L.R. (1985), ch. E-20, par. 25(2); 1993, ch. 26, art. 8
— Résumé statistique : licences d'exportation et d'importation	Immédiatement suivant son établissement (au début de chaque année civile, dans les meilleurs délais) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 525	<i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> L.R. (1985), ch. E-19; par. 5.1(3) ajouté par L.R. (1985), ch. 13 (3 ^e suppl.), art. 1

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délaï de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
CONSEIL DU TRÉSOR, président du			
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada			
— Avant-projets de règlement pris sous le régime de la loi	Au moins 30 jours avant la publication du règlement dans la <i>Gazette du Canada</i> au titre de l'article 86	8560 895	<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), par. 85(1)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 887	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel de l'agent de l'intégrité de la fonction publique : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 873	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) et art. 73
— Rapport annuel de l'agent de l'intégrité de la fonction publique : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 873	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) et art. 73
— Rapport annuel : exécution des programmes en matière de langues officielles au sein des institutions fédérales	Dans les meilleurs délais après la fin de chaque exercice	8560 570	<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), art. 48
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 887	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Bureau de régie interne de la Chambre des communes			
— État estimatif des sommes requisées pour le paiement des frais de la Chambre et des députés	Doit être déposé avec les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice		<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1; par. 52.4(2) ajouté par 1991, ch. 20, art. 2
Bureau du contrôleur général			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Bureau du directeur des lobbyistes			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi, sauf les articles 10.2 à 10.6	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le registraire général du Canada (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 587	<i>Loi sur l'enregistrement des lobbyistes</i> L.R. (1985), ch. 44 (4 ^e suppl.), par. 11(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commissaire à l'éthique			
— État estimatif des sommes à affecter au paiement des frais du commissariat	Doit être déposé avec les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice		<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1; par. 72.04(8) ajouté par 2004, ch. 7, art. 4
Conseiller sénatorial en éthique			
— État estimatif des sommes à affecter au paiement des frais du bureau du conseiller	Doit être déposé avec les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice		<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1; par. 20.4(8) ajouté par 2004, ch. 7, art. 2
École de la fonction publique du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 500	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'École	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 321	<i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> (titre modifié par 2003, ch. 22, art. 22) 1991, ch. 16, par. 19(2)
Non requis depuis 2000 — maintenant inclus dans le Budget des dépenses ou les Comptes publics			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 500	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : examen des activités et de l'organisation de l'École	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (avant le 1 ^{er} décembre 2006 et au plus tard avant l'expiration de chaque période de cinq ans suivant cette date)	8560 321	<i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> (titre modifié par 2003, ch. 22, art. 22) 1991, ch. 16, par. 19(3) et (4); 2003, ch. 22, par. 34(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Forces canadiennes			
— Certificat de coût, rapport d'évaluation actuarielle et rapport sur l'actif relatifs à l'état de tout régime de pension de la Force de réserve	Dans les 30 jours de séance suivant leur présentation ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17; par. 59.6(1) ajouté par 1999, ch. 34, art. 154 (<i>non en vigueur</i>)
— Certificat de coût, rapport d'évaluation actuarielle et rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de retraite, du Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes et de la Caisse de retraite des Forces canadiennes	Dans les 30 jours de séance suivant leur présentation ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs (triennal)	8560 49	<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17, art. 56; L.R. (1985), ch. 13 (2 ^e suppl.), art. 11; 1999, ch. 34, art. 153
Gendarmerie royale du Canada			
— Certificat de coût, rapport d'évaluation actuarielle et rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de retraite, du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et de la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	Dans les 30 jours de séance suivant leur présentation ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs (triennal)	8560 580	<i>Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada</i> L.R. (1985), ch. R-11, art. 30; L.R. (1985), ch. 13 (2 ^e suppl.), art. 13; 1999, ch. 34, art. 200
Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public			
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice)	8560 768	<i>Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public</i> 1999, ch. 34, par. 48(3)
Président			
— Certificat de coût, rapport d'évaluation actuarielle et rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de retraite, du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique et de la Caisse de retraite de la fonction publique	Dans les 30 jours de séance suivant leur présentation ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs (triennal)		<i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> L.R. (1985), ch. P-36, art. 45; L.R. (1985), ch. 13 (2 ^e suppl.), art. 12; 1999, ch. 34, art. 97
— Certificat de coût, rapport d'évaluation et rapport d'actif relatifs au compte d'allocations	Dans les 30 jours de séance suivant leur présentation ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs (la date d'arrêt pour l'examen actuariel du premier rapport d'évaluation est le 31 mars 1995, ensuite, triennal). Le dernier rapport a été déposé le 22 juin 2005.	8560 519	<i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i> L.R. (1985), ch. M-5; par. 65(1) ajouté par 1992, ch. 46, art. 81; 1995, ch. 30, art. 26

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délagi de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Certificat de coût, rapport d'évaluation et rapport d'actif relatifs au compte de convention	Dans les 30 jours de séance suivant leur présentation ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs (la date d'arrêt pour l'examen actuariel du premier rapport d'évaluation est le 31 mars 1995, ensuite, triennal). Le dernier rapport a été déposé le 22 juin 2005.	8560 519	<i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i> L.R. (1985), ch. M-5; par. 66(1) ajouté par 1992, ch. 46, art. 81; 1995, ch. 30, art. 27
— Certificat de coût, rapport d'évaluation ou rapport d'actif présenté en vertu de la loi	Dans les 30 jours de séance suivant leur présentation ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i> L.R. (1985), ch. 13 (2 ^e suppl.), par. 9(1)
	— <i>Loi sur les juges</i>	8560 520	
	— <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>	8560 221	
— Code de conduite applicable au secteur public	Au moins 30 jours avant sa date d'entrée en vigueur		<i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> 2005, ch. 46, par. 5(4) (non en vigueur)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Le plus tôt possible après la fin de chaque exercice	8560 173	<i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i> L.R. (1985), ch. M-5; art. 67 ajouté par 1992, ch. 46, art. 81
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 648	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : application de la loi	Non indiqué	8560 366	<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i> L.R. (1985), ch. S-24, art. 12
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport		<i>Loi sur les régimes de retraite particuliers</i> 1992, ch. 46, ann. 1, par. 26(2)
— Rapport annuel : application de la partie II (Prestations supplémentaires de décès) de la loi	Non indiqué		<i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> L.R. (1985), ch. P-36, art. 60
— Rapport annuel : application des articles 11 à 12.3 de la loi	Dans les meilleurs délais suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11; par. 12.4(1) ajouté par 2003, ch. 22, art. 8
— Rapport annuel : application des parties I (Pension de retraite) et III (Prestations supplémentaires) de la loi	Non indiqué	8560 220	<i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> L.R. (1985), ch. P-36, art. 46; 1992, ch. 46, art. 24; 1999, ch. 34, art. 97

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : façon dont le Conseil du Trésor s'est acquitté des responsabilités que lui confère la loi	Dans les meilleurs délais suivant la fin de l'exercice		<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 12 « 28 » et 13
— Rapport annuel global : activités de toutes les sociétés d'État mères	Avant la fin de l'année civile	8560 476	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 151(1)
— Rapport annuel : résumés et rapports annuels requis en vertu de la partie X (Sociétés d'État) de la loi	Au plus tard le 31 décembre	8560 476	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 152(1); 1991, ch. 24, art. 44
— Rapport annuel : situation de l'équité en matière d'emploi au sein des secteurs de l'administration publique fédérale visés à l'alinéa 4(1)b) de la loi	À chaque exercice	8560 333	<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> 1995, ch. 44, par. 21(1); 2003, ch. 22, par. 165(1)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : examen de la loi et de son application	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 136, le ministre veille à l'exécution de l'examen)		<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 12 « 136 » et 13 (non en vigueur)
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au cours de la troisième année suivant la date de sanction de la loi). La présente loi a été sanctionnée le 31 mars 2004.		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, art. 8
— Rapport : examen indépendant de la loi et de son application	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 54, le ministre veille à l'exécution de l'examen)		<i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> 2005, ch. 46, art. 54 (non en vigueur)
— Rapport : mandat spécial autorisant un paiement requis d'urgence	Dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante	8560 743	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 30(3)
— Rapports d'évaluation et d'actif relatifs au compte de prestations de décès de la fonction publique	Dans les 30 jours de séance suivant leur présentation ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs (la date pour l'examen actuariel du premier rapport d'évaluation est le 31 décembre 1996, ensuite, triennal). Le dernier rapport a été déposé le 27 octobre 2003.	8560 222	<i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> L.R. (1985), ch. P-36, par. 59(1); 1992, ch. 46, art. 28

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapports d'évaluation et d'actif relatifs au compte des régimes compensatoires	Dans les 30 jours de séance suivant leur présentation ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs (la date pour l'examen actuariel du premier rapport d'évaluation est le 31 décembre 1998, ensuite, triennal). Un rapport a été déposé le 19 septembre 2001.	8560 772	<i>Loi sur les régimes de retraite particuliers</i> 1992, ch. 46, ann. I, par. 19(1)
— Rapports d'évaluation et d'actif relatifs au compte des régimes de pension agréés	Dans les 30 jours de séance suivant leur présentation ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs (la date pour l'examen actuariel du premier rapport d'évaluation est le 31 décembre 1998, ensuite, triennal)		<i>Loi sur les régimes de retraite particuliers</i> 1992, ch. 46, ann. I, par. 8(1)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 524	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 524	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Receveur général			
— Comptes publics	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 214	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 64(1)
Secteur public			
— Rapport annuel : équité en matière d'emploi au sein de chaque élément du secteur public visé aux alinéas 4(1)c) ou d) de la loi	Non indiqué (dans les six premiers mois de chaque exercice)		<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> 1995, ch. 44, par. 21(3)
	— Administration du pipe-line du Nord (si comportant au moins 100 salariés)		
	— Agence canadienne d'inspection des aliments	8560 658	
	— Agence de la consommation en matière financière du Canada (si comportant au moins 100 salariés)		
	— Agence du revenu du Canada	8560 749	
	— Agence Parcs Canada	8560 750	
	— Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada (si comportant au moins 100 salariés)		
	— Bureau du surintendant des institutions financières du Canada	8560 29	
	— Bureau du vérificateur général du Canada	8560 28	
— Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	8560 805		

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délagi de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
— Centre de la sécurité des télécommunications, ministère de la Défense nationale		8560 21	
— Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (si comportant au moins 100 salariés)			
— Commission canadienne des affaires polaires (si comportant au moins 100 salariés)			
— Commission canadienne de sûreté nucléaire		8560 15	
— Commission de la capitale nationale (si comportant au moins 100 salariés)			
— Commission des relations de travail dans la fonction publique (si comportant au moins 100 salariés) (modifié par 2003, ch. 22, art. 88(A) et 189(A))			
— Conseil consultatif canadien de la situation de la femme (si comportant au moins 100 salariés)			
— Conseil de recherches en sciences humaines		8560 234	
— Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		8560 27	
— Conseil national de recherches du Canada		8560 26	
— Défense nationale		8560 878	
— Gendarmerie royale du Canada (GRC)		8560 877	
— Instituts de recherche en santé du Canada (si comportant au moins 100 salariés)			
— Office national de l'énergie		8560 22	
— Office national du film		8560 24	
— Opérations des enquêtes statistiques		8560 30	
— Personnel des fonds non publics, Forces canadiennes (Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes)		8560 18	
— Pétrole et gaz des Indiens Canada (si comportant au moins 100 salariés)			
— Placements Épargne Canada			
— Service canadien du renseignement de sécurité			
— Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (si comportant au moins 100 salariés)			

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Secrétariat du Conseil du Trésor			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 583	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 583	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Service canadien du renseignement de sécurité			
— Rapport annuel : équité en matière d'emploi	Non indiqué (dans les six premiers mois de chaque exercice)	8560 19	<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> 1995, ch. 44, par. 21(5)
Vérificateur général du Canada			
— Vérification annuelle du bureau du vérificateur général	Dans les 15 jours de la réception du rapport (au plus tard le 31 décembre de l'année à laquelle il se rapporte) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 100	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17, par. 21(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
CONSEIL PRIVÉ DE LA REINE POUR LE CANADA, président du			
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 604	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités, conclusions et recommandations du Bureau	Dans un délai de 20 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de l'exercice)	8560 499	<i>Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</i> 1989, ch. 3, par. 13(3); 1998, ch. 20, art. 9
— Rapport annuel du vérificateur général du Canada : examen des comptes et opérations financières du Bureau	Dans un délai de 20 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport	8560 331	<i>Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</i> 1989, ch. 3, par. 13(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 604	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Président			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
DÉFENSE NATIONALE, ministre de la			
Comité des griefs des Forces canadiennes			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 717	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Comité des griefs et recommandations du président	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 mars de chaque année)	8560 752	<i>Loi sur la défense nationale</i> L.R. (1985), ch. N-5; par. 29.28(2) ajouté par 1998, ch. 35, art. 7
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 717	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 853	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission et recommandations du président	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 mars de chaque année)	8560 733	<i>Loi sur la défense nationale</i> L.R. (1985), ch. N-5; art. 250.17 ajouté par 1998, ch. 35, art. 82
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 853	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Cour martiale			
— Règlements du gouverneur en conseil : règles de la preuve	Dans les 15 premiers jours suivant leur prise ou, si le Parlement n'est pas en session, dans les 15 premiers jours de la session suivante		<i>Loi sur la défense nationale</i> L.R. (1985), ch. N-5, par. 181(2)
Forces canadiennes			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 637	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : accès à l'information (Ombudsman)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 856	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) et art. 73
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 637	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

42 DÉFENSE NATIONALE

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels (Ombudsman)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 856	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) et art. 73
Juge-avocat général			
— Rapport annuel : administration de la justice militaire au sein des Forces canadiennes	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (annuellement)	8560 735	<i>Loi sur la défense nationale</i> L.R. (1985), ch. N-5; par. 9.3(3) ajouté par 1998, ch. 35, art. 2
Ministère			
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 6.41 de la loi (voir aussi Transports, ministre des)	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur l'aéronautique</i> L.R. (1985), ch. A-2; par. 6.41(5) et (6) ajoutés par 1992, ch. 4, art. 13; 2004, ch. 15, par. 11(3)
— Décrets et règlements du gouverneur en conseil pris en application de la loi	Dans les deux jours de séance suivant la date de leur prise		<i>Loi sur les mesures d'urgence</i> L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), par. 61(1)
— Motion de ratification d'une déclaration de situation de crise, exposé des motifs et compte rendu	Dans les sept jours de séance suivant la déclaration. Si le Parlement ne siège pas alors, la Chambre doit être immédiatement convoquée en vue de siéger dans les sept jours suivant la déclaration ou, si la Chambre est alors dissoute, le Parlement est convoqué en vue de siéger le plus tôt possible après la déclaration. Dans les deux cas, la motion, l'exposé et le compte rendu sont déposés le premier jour suivant la convocation.		<i>Loi sur les mesures d'urgence</i> L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), par. 58(1) à (4)
— Motion de ratification d'une proclamation de modification d'une déclaration de situation de crise, exposé des motifs et compte rendu	Dans les sept jours de séance suivant la prise de la proclamation		<i>Loi sur les mesures d'urgence</i> L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), par. 60(2)
— Motion de ratification d'une proclamation de prorogation d'une déclaration de situation de crise, exposé des motifs et compte rendu	Dans les sept jours de séance suivant la prise de la proclamation		<i>Loi sur les mesures d'urgence</i> L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), par. 60(1)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 637	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : accès à l'information (Ombudsman)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 856	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) et art. 73

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : application de la partie I.1 (Régime de pension de la force de réserve) de la loi	Annuellement		<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17; art. 59.7 ajouté par 1999, ch. 34, art. 154 (non en vigueur)
— Rapport annuel : application de la partie II (Prestations de décès supplémentaires) de la loi	Annuellement	8560 92	<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17, art. 72
— Rapport annuel : application des parties I (Pension de retraite) et III (Prestations supplémentaires) de la loi	Annuellement	8560 92	<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17, art. 57; 1992, ch. 46, art. 51; 1999, ch. 34, art. 153
— Rapport annuel : exercice des activités du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice)	8560 792	<i>Loi sur la défense nationale</i> L.R. (1985), ch. N-5; par. 273.63(3) ajouté par 2001, ch. 41, art. 102
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 637	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels (Ombudsman)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 856	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) et art. 73
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport d'évaluation et rapport d'actif : situation du compte de prestations de décès de la force régulière	Dans les 30 jours de séance de la Chambre suivant leur établissement (le 31 décembre de la quatrième année suivant la date d'entrée en vigueur du paragraphe 71(2) et, par la suite, dans les trois ans qui suivent le rapport précédent) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs. Le paragraphe 71(2) est entré en vigueur le 5 octobre 1992.	8560 395	<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17, par. 71(1); 1992, ch. 46, art. 56
— Rapport : enquête sur les circonstances ayant donné lieu à la déclaration de situation de crise et les mesures prises	Dans un délai de 360 jours suivant la cessation d'effet ou l'abrogation de la déclaration de situation de crise		<i>Loi sur les mesures d'urgence</i> L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), par. 63(2)

44 DÉFENSE NATIONALE

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
— Rapport : examen indépendant des dispositions et de l'application de la loi	À l'occasion mais au plus tard cinq ans après la date de la sanction de la présente loi et, par la suite, au plus tard cinq ans après le dépôt du rapport précédent. La présente loi a été sanctionnée le 10 décembre 1998. Le dernier rapport a été déposé le 5 novembre 2003.	8560 828	<i>Loi modifiant la Loi sur la défense nationale et d'autres lois en conséquence</i> 1998, ch. 35, par. 96(2)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 494	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 494	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, ministre de la			
Ministère			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 560	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le 31 janvier		<i>Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien</i> L.R. (1985), ch. 11 (4 ^e suppl.), art. 9
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 560	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 537	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 537	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Décalai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
ENVIRONNEMENT, ministre de l'			
Agence canadienne d'évaluation environnementale			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 693	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi et de ses règlements et activités de l'Agence	Dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice	8560 391	<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> 1992, ch. 37, par. 71(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 693	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions			
— Plan d'entreprise	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'approbation du plan de l'Agence par le ministre (le plan doit être présenté au ministre, dès que possible après la constitution de l'Agence et chaque année par la suite)		<i>Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions</i> 2005, ch. 30, partie 13, art. 87 « 23(1) »
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Agence	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport de l'Agence par le ministre (au plus tard le 31 décembre de chaque année suivant la première année complète de fonctionnement de l'Agence)		<i>Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions</i> 2005, ch. 30, partie 13, art. 87 « 25(1) »
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Agence Parcs Canada			
— Plan communautaire : collectivité	Dans les meilleurs délais après l'entrée en vigueur de l'article 33. L'article 33 est entré en vigueur le 19 février 2001.		<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 33(1)
	Plans communautaires :		
	(1) Banff (incluant un extrait du <i>Règlement municipal sur l'utilisation des terrains n° 31-3 de la ville de Banff</i>)	8560 829	
	(2) Field	8560 830	
	(3) Jasper	8560 831	
	(4) Lake Louise	8560 832	
	(5) Wasagaming	8560 833	
	(6) Waterton	8560 834	
	(7) Waskesiu	8560 835	

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité
— Description du document	Délai de présentation		
— Plan directeur : aire marine de conservation	Dans les cinq ans suivant la constitution d'une aire marine de conservation		<i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i> 2002, ch. 18, par. 9(1)
— Plan directeur : aire marine de conservation — modifications	Après réexamen du plan directeur par le ministre (au moins tous les cinq ans par la suite)		<i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i> 2002, ch. 18, par. 9(2)
— Plan directeur : lieu historique national ou autre lieu patrimonial — modifications	Après l'examen du plan directeur par le ministre (tous les cinq ans)		<i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> 1998, ch. 31, par. 32(2)
— Plan directeur : lieu historique national ou autre lieu patrimonial protégé	Après réception par le ministre (avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter soit de la date d'entrée en vigueur de l'article 32, soit, si elle est postérieure, de la date d'établissement d'un lieu historique national ou d'un autre lieu patrimonial protégé). L'article 32 est entré en vigueur le 21 décembre 1998.		<i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> 1998, ch. 31, par. 32(1); 2000, ch. 32, art. 59; 2002, ch. 18, art. 40
Plans directeurs pour 2001-2005 :			
(1) Lieu historique national du Canada de la Forteresse-de-Louisbourg		8560 755	
(2) Lieu historique national du Canada de la Voie-Navigable-Trent — Severn		8560 756	
(3) Lieu historique national du Canada du Fort-Prince-de-Galles		8560 757	
(4) Lieu historique national du Canada du Fort-Battleford		8560 758	
(5) Lieu historique national du Canada de la Grosse-Île-et-le-Mémorial-des-Irlandais		8560 759	
(6) Lieu historique national du Canada de la Maison-Commemorative-Bethune		8560 760	
(7) Lieux historiques nationaux du Canada du Fort-Wellington et de la Bataille-du-Moulin-à-Vent		8560 761	
(8) Lieu historique national du Canada du Fort-Malden		8560 762	
(9) Lieu historique national du Canada Woodside		8560 763	
Plans directeurs pour 2003-2007 :			
(1) Lieu historique national du Canada du Fort-St. James		8560 812	
(2) Lieu historique national du Canada de Grand-Pré		8560 813	
(3) Lieux historiques nationaux du Canada de Port-Royal, du Fort-Anne, du Fort-Scots et du Fort-Edward		8560 814	
(4) Lieu historique national du Canada du Homestead-Motherwell		8560 815	
(5) Lieu historique national du Canada Gulf of Georgia Cannery		8560 816	
(6) Lieu historique national du Canada de Port-la-Joye—Fort-Amherst		8560 817	
(7) Lieux historiques nationaux du Canada du Presbytère-St. Andrew's et de l'Église anglicane-St. Andrew's		8560 818	

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délagi de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Plans directeurs déposés le 6 novembre 2003 :			
(1) Lieux historiques nationaux du Canada de Fort Rodd Hill et du Phare-de-Fisgard		8560 837	
(2) Lieu historique national du Canada de L'Anse aux Meadows		8560 838	
(3) Lieu historique national du Canada de la Maison-Riel		8560 839	
Plans directeurs déposés le 28 avril 2004 :			
(1) Lieu historique national du Canada de Red Bay		8560 850	
(2) Lieu historique national du Canada de la Tour-Martello-de-Carleton		8560 851	
(3) Lieu historique national du Canada du Blockhaus-de-St. Andrews		8560 852	
(4) Lieu historique national du Canada de la Piste-Chilkoot		8560 853	
(5) Lieu historique national du Canada de S.S. Klondike		8560 854	
(6) Lieu historique national du Canada de S.S. Keno		8560 855	
(7) Lieu historique national du Canada du Complexe-Historique-de-Dawson		8560 856	
(8) Lieu historique national du Canada de la Drague-Numéro-Quatre		8560 857	
(9) Lieu historique national du Canada du Cap-Spear		8560 858	
(10) Lieu historique national du Canada de l'Établissement Melanson		8560 859	
(11) Lieu historique national du Canada de la Maison-Bellevue		8560 860	
(12) Lieu historique national du Canada du Canal-de-Carillon		8560 861	
Plan directeur réputé avoir été déposé le 19 mai 2004 :			
(1) Lieu historique national du Canada du Canal-de-Lachine		8560 865	
Plan directeur déposé le 10 mai 2005 :			
(1) Lieu historique national du Canada du Canal-de-Saint-Ours		8560 882	
Plans directeurs déposés le 17 mai 2005 :			
(1) Lieu historique national du Canada d'Ardgowan		8560 883	
(2) Lieu historique national du Canada de « Province House »		8560 884	
Plans directeurs déposés le 19 mai 2005 :			
(1) Lieu historique national du Fort-Kitwanga		8560 886	
(2) Lieu historique national du Fort-Walsh		8560 887	
(3) Lieu historique national du Canal-de-Sainte-Anne-de-Bellevue		8560 888	

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
	Plan directeur déposé le 30 mai 2005 :		
	(1) Lieu historique national du Canal-Rideau	8560 889	
	Plans directeurs déposés en novembre 2005 :		
	(1) Lieu historique national du Canada Alexander-Graham-Bell	8560 904	
	(2) Lieu historique national du Canada du Fort-Langley	8560 899	
	(3) Lieu historique national du Canada du Fort-St. Joseph	8560 903	
	(4) Lieu historique national du Canada du Manoir-Papineau	8560 902	
	(5) Lieu historique national du Canada du Ranch-Bar U	8560 898	
— Plan directeur : nouveau parc	Dans les cinq ans suivant la création d'un parc		<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 11(1)
	Plans directeurs pour 2003-2007 :		
	(1) Parc national du Canada des Prairies	8560 809	
	(2) Gwaii Haanas, réserve de parc national et site du patrimoine Haïda	8560 810	
	(3) Parc national du Canada Aulavik	8560 811	
	Plans directeurs pour 2004-2008 :		
	(1) Parc national et de la réserve de parc national du Canada Kluane	8560 847	
	(2) Parc national du Canada Vuntut	8560 848	
	(3) Réserve de parc national du Canada Nahanni	8560 849	
	Plans directeurs déposés en novembre 2005 :		
	(1) Réserve de parc national du Canada de l'Archipel-de-Mingan	8560 906	
	(2) Parc national du Canada de Fundy	8560 905	
	(3) Parc national du Canada du Mont-Revelstoke, parc national du Canada des Glaciers et du lieu historique national du Canada du Col-Rogers	8560 901	
	(4) Parc national du Canada Elk Island	8560 900	
— Plan directeur : nouveau parc — modifications	Après réexamen du plan directeur par le ministre (au moins tous les cinq ans par la suite)	8560 566	<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 11(2)
— Plan directeur : parc marin (conjointement avec le ministre du Québec)	Dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi. La présente loi est entrée en vigueur le 8 juin 1998.	8560 245	<i>Loi sur le parc marin du Saguenay — Saint-Laurent</i> 1997, ch. 37, par. 9(1)
— Plan directeur : parc marin — modifications	Après réexamen du plan directeur par le ministre — conjointement avec le ministre du Québec — (au moins tous les sept ans)		<i>Loi sur le parc marin du Saguenay — Saint-Laurent</i> 1997, ch. 37, par. 9(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 616	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

50 ENVIRONNEMENT

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décalai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : activités de l'Agence Parcs Canada	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (avant le 30 septembre de chaque année suivant la première année complète de fonctionnement de l'Agence)	8560 742	<i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> 1998, ch. 31, par. 34(1)
Non requis depuis 2005 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 616	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : état des aires marines de conservation et mesures prises en vue de l'établissement d'un réseau représentatif	Au moins tous les deux ans		<i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i> 2002, ch. 18, par. 10(2)
— Rapport : état des lieux patrimoniaux protégés et programmes de protection du patrimoine	Sur réception par le ministre (au moins tous les deux ans)	8560 741	<i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> 1998, ch. 31, art. 31
— Rapport : situation des parcs et mesures prises pour la création de parcs	Tous les deux ans		<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 12(2)
— Résumé du plan d'entreprise de l'Agence Parcs Canada	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'approbation du plan par le Conseil du Trésor (présentation au ministre au plus tard le 31 mars de chaque année)	8562 853	<i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> 1998, ch. 31, par. 33(1)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 744	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 744	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Commission des lieux et monuments historiques du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 562	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 562	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministère			
— Arrêté du ministre : modification à la Convention concernant les oiseaux migrateurs	Dans les 15 jours de séance suivant la prise de l'arrêté (dans les meilleurs délais suivant l'entrée en vigueur des modifications)		<i>Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs</i> 1994, ch. 22, par. 12(2)

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité
— Description du document	Délai de présentation		
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 200.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i> 1999, ch. 33; par. 200.1(8) et (9) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 27
— Proposition de modification de l'annexe 4 de la loi (DORS JUS-604433)	Non indiqué	8560 836	<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 34(1)
— Proposition de modification des annexes 1 ou 2 de la loi de même qu'un rapport sur le projet de parc ou de réserve	Non indiqué		<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 7(1)
— Proposition de toute modification des annexes 1 ou 2 de la loi accompagnée d'un rapport sur l'aire marine de conservation ou la réserve	Non indiqué		<i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i> 2002, ch. 18, par. 7(1)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué — Parcs Canada	8560 880	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 698	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du ministère	Au plus tard le 31 janvier ou, si la Chambre ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur le ministère de l'Environnement</i> L.R. (1985), ch. E-10, art. 8
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais au début de chaque exercice	8560 601	<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i> 1999, ch. 33, par. 342(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport	8560 104	<i>Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial</i> 1992, ch. 52, art. 28
— Rapport annuel : application de la loi	Annuellement, dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport	8560 885	<i>Loi sur les espèces en péril</i> 2002, ch. 29, art. 126
— Rapport annuel : application de la loi	Le plus tôt possible après le 31 décembre de chaque année	8560 168	<i>Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux</i> L.R. (1985), ch. I-20, art. 10
— Rapport annuel : opérations effectuées en application de la loi	Dès qu'il est terminé (dans les meilleurs délais au début de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 363	<i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i> L.R. (1985), ch. C-11, art. 38
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 698	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

52 ENVIRONNEMENT

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : situation des espèces sauvages	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 128, et à intervalles de cinq ans par la suite). L'article 128 est entré en vigueur le 5 juin 2003.		<i>Loi sur les espèces en péril</i> 2002, ch. 29, art. 128
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 95	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 746	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Office de répartition des approvisionnements d'énergie			
— Permis et rapport de l'enquêteur : rejet de sulfures	Dès réception du rapport par le ministre ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-9, par. 34(5)
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 699	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Organisme	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</i> 1993, ch. 31, par. 23(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 699	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
---	------------------------------	---	-----------------

ÉTAT, ministres d'**DÉPARTEMENTS D'ÉTAT**

— Rapport annuel de chaque ministre chargé d'un département d'État	Le 31 janvier au plus tard ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur les départements et ministres d'État</i> L.R. (1985), ch. M-8, art. 10
--	--	--	---

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
FINANCES, ministre des			
Agence de la consommation en matière financière du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 862	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Agence	Chaque année, au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre après le 30 septembre pour l'exercice précédent	8560 797	<i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i> 2001, ch. 9, art. 34
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 862	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Banque du Canada			
— État de compte et rapport du gouverneur	Dans les 21 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de leur réception (dans les deux premiers mois de chaque exercice)	8560 65	<i>Loi sur la Banque du Canada</i> L.R. (1985), ch. B-2, par. 30(3)
— Instructions du ministre : politique monétaire	Dans les 15 jours suivant leur communication ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur la Banque du Canada</i> L.R. (1985), ch. B-2, par. 14(3)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 684	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 684	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Bureau de privatisation et des affaires réglementaires (voir le décret abrogeant la désignation du Bureau, TR/91-42)			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Bureau du surintendant des institutions financières			
— Décret du gouverneur en conseil : révocation du surintendant des institutions financières	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> L.R. (1985), ch. 18 (3 ^o suppl.), partie I, par. 5(3)

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité
— Description du document	Délai de présentation		
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 528	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Bureau	Au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre après le 30 septembre suivant la fin de chaque exercice	8560 535	<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> L.R. (1985), ch. 18 (3 ^e suppl.), partie I, art. 40 (ancien art. 25) renuméroté par 2001, ch. 9, art. 477
— Rapport annuel : application de la loi, révision des prestations, provenance des fonds et affectation des profits	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (à la fin de chaque exercice, dans les meilleurs délais)	8560 207	<i>Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension</i> L.R. (1985), ch. 32 (2 ^e suppl.), art. 40
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 528	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport de l'actuaire en chef : dépôt de certains projets de loi	Immédiatement sur réception ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs		<i>Régime de pensions du Canada</i> L.R. (1985), ch. C-8, par. 115(8); L.R. (1985), ch. 30 (2 ^e suppl.), art. 58
— Rapport de l'actuaire en chef : régime de pensions du Canada	Immédiatement sur réception (pendant la première année de la période de trois ans pour laquelle un examen est requis, soit 2007 pour le prochain rapport) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs	8560 83	<i>Régime de pensions du Canada</i> L.R. (1985), ch. C-8, par. 115(1) et (8); L.R. (1985), ch. 13 (2 ^e suppl.), art. 10, ch. 30 (2 ^e suppl.), art. 58; ch. 18 (3 ^e suppl.), art. 32; 1997, ch. 40, art. 96
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 886	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Centre	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 septembre de chaque année à compter du premier anniversaire de l'entrée en activité du Centre)	8560 802	<i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i> (titre modifié par 2001, ch. 41, art. 48) 2000, ch. 17, par. 71(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 886	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Comité intérimaire du Fonds monétaire international et Comité de développement du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement			
— Communiqués	Non indiqué		<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> (titre modifié par L.R. (1985), ch. 24 (1 ^{er} suppl.), art. 3) L.R. (1985), ch. B-7; art. 14 ajouté par 1991, ch. 21, art. 6
Commission des champs de bataille nationaux			
— États annuels	Dans les 14 premiers jours de la session suivante (le ou avant le 1 ^{er} juin)		<i>Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec</i> 1908, ch. 57, art. 12
Corporation d'investissements au développement du Canada			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions	8560 332	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Corporation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 471	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 831	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Ministère			
— Décret du gouverneur en conseil approuvant tout accord complémentaire avec la République fédérale d'Allemagne	Dans les 15 premiers jours de séance du Parlement suivant la date de la prise du décret		<i>Loi de 1982 sur l'Accord Canada-Allemagne en matière d'impôts</i> 1980-81-82-83, ch. 156, par. 6(1)
— Décret du gouverneur en conseil approuvant tout accord complémentaire avec la République française, la Belgique ou l'État d'Israël	Dans les 15 jours de la signature du décret ou, le cas échéant, dans les 15 premiers jours de la séance suivante — France, Belgique et Israël (décret C.P. 1996-139, en date du 6 février 1996) — Belgique (décret C.P. 2005-1512, en date du 31 août 2005)	8560 576	<i>Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et la France, entre le Canada et la Belgique et entre le Canada et Israël, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu</i> 1974-75-76, ch. 104, par. 11(1)
— Décret du gouverneur en conseil approuvant toute convention complémentaire avec la Nouvelle-Zélande ou l'Australie	Dans les 15 premiers jours de séance du Parlement suivant la signature du décret — Australie	8560 788	<i>Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et la Nouvelle-Zélande et le Canada et l'Australie, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu</i> 1980-81-82-83, ch. 56, par. 9(1)
— Décret du gouverneur en conseil approuvant toute convention complémentaire avec le Royaume du Maroc, la République Islamique du Pakistan, la République de Singapour, la République des Philippines, la République Dominicaine ou le Conseil Fédéral Suisse	Dans les 15 jours de la signature du décret ou, le cas échéant, dans les 15 premiers jours de la séance suivante		<i>Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et le Maroc, le Canada et le Pakistan, le Canada et Singapour, le Canada et les Philippines, le Canada et la République Dominicaine et le Canada et la Suisse, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu</i> 1976-77, ch. 29, par. 20(1)
— Décret du gouverneur en conseil approuvant toute convention complémentaire avec l'Espagne, la République d'Autriche, l'Italie, la République de Corée, la République Socialiste de Roumanie, la République d'Indonésie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou tout accord complémentaire avec la Malaisie, la Jamaïque ou la Barbade	Dans les 15 premiers jours de séance du Parlement qui suivent la signature du décret — République Socialiste de Roumanie (décret C.P. 2004-956, en date du 1 ^{er} septembre 2004) — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (décret C.P. 2003-1374, en date du 18 septem-bre 2003)	8560 194	<i>Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et l'Espagne, le Canada et la République d'Autriche, le Canada et l'Italie, le Canada et la République de Corée, le Canada et la République Socialiste de Roumanie et le Canada et la République d'Indonésie et des accords conclus entre le Canada et la Malaisie, le Canada et la Jamaïque et le Canada et la Barbade ainsi que d'une convention conclue entre le Canada et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu</i> 1980-81-82-83, ch. 44, par. 33(1)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Décret du gouverneur en conseil : mesures spéciales relatives aux droits de douane	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Tarif des douanes</i> 1997, ch. 36, par. 53(4)
— Décret du gouverneur en conseil : modification de l'annexe III de la loi	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 4(1); 1999, ch. 31, art. 100(F)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 647	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi (voir aussi Ressources humaines et Développement des compétences, ministre des)	Dès qu'il est terminé (au début de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 59	<i>Régime de pensions du Canada</i> L.R. (1985), ch. C-8, par. 117(2); 1997, ch. 40, art. 97
— Rapport annuel : application de la partie II (Interprétation) de la loi	Dans les 30 jours qui suivent la fin de chaque année financière ou, si le Parlement n'est pas alors en session, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante	8560 139	<i>Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation</i> S.R. 1952, ch. 105, art. 27
— Rapport annuel : opérations du Compte du fonds des changes	Dans les 60 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'exercice (voir l'article 118 quant au premier exercice auquel s'applique l'article 21 de la loi)	8560 133	<i>Loi sur la monnaie</i> L.R. (1985), ch. C-52, par. 21(1); 2005, ch. 30, art. 114 et 118
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 647	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : résumés des opérations visées par la loi	Au plus tard le 31 mars ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 30 jours de séance ultérieurs	8560 485	<i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> 1991, ch. 12, art. 7; 1993, ch. 34, art. 66
— Rapport annuel : résumé des opérations visées par la loi et exposé détaillé de toutes les opérations intéressant directement le Canada	Au plus tard le 31 mars ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs	8560 74	<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> (titre modifié par L.R. (1985), ch. 24 (1 ^{er} suppl.), art. 3) L.R. (1985), ch. B-7, art. 13; L.R. (1985), ch. 24 (1 ^{er} suppl.), art. 7; 1993, ch. 34, art. 11
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport : application de la partie V.1 (Transfert canadien en matière de santé, transfert canadien en matière de programmes sociaux et transfert visant la réforme des soins de santé) de la loi (voir aussi Ressources humaines et Développement des compétences, ministre des et Santé, ministre de la)	Non indiqué		<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> (titre modifié par 1995, ch. 17, par. 45(1)) L.R. (1985), ch. F-8; art. 25.8 ajouté par 2003, ch. 15, art. 8
— Rapport : gestion de la dette publique pour l'année à laquelle les Comptes publics se rapportent	Dans les 45 premiers jours de séance de la Chambre suivant le dépôt des Comptes publics	8560 205	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 49(1); 1999, ch. 26, art. 23
— Rapport : gestion de la dette publique pour le prochain exercice	Au cours de chaque exercice	8560 560	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 49(2); 1999, ch. 26, art. 23
— Rapport : transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (voir aussi Ressources humaines et Développement des compétences, ministre des et Santé, ministre de la)	Non indiqué		<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> (titre modifié par 1995, ch. 17, par. 45(1)) L.R. (1985), ch. F-8; art. 23.1 ajouté par L.R. (1985), ch. 26 (2 ^e suppl.), art. 4; 1995, ch. 17, art. 50
— Rapports du ministre des Finances et du ministre des Postes : pièces des Jeux olympiques	Dans les 15 jours de la rédaction des rapports (au plus tard 45 jours après la fin du mois de mars 1974, et par la suite, à l'expiration de toute période de six mois) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur les Jeux olympiques de 1976</i> 1973-74, ch. 31, par. 17(3) (ancien par. 13(3)) renuméroté par 1974-75-76, ch. 68, art. 4
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 452	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 452	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Texte des instructions en vertu du paragraphe 30(1) de la loi	Au cours des 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions (dès l'entrée en vigueur de l'article 30). L'article 30 est entré en vigueur le 2 avril 1987.		<i>Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada</i> 1987, ch. 12, par. 30(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Office d'investissement du régime de pensions du Canada			
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, dans les 60 jours suivant la fin de chaque exercice)	8560 665	<i>Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada</i> 1997, ch. 40, par. 51(1) et (2); 2003, ch. 5, art. 17
Société d'assurance-dépôts du Canada			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 695	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 78	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 646	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 695	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 847	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Tribunal canadien du commerce extérieur			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 551	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Tribunal	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au ministre (dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice précédent)	8560 553	<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.), art. 42
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 551	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité
— Description du document	Délai de présentation		
— Rapport : enquête complémentaire requise par le gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.), par. 30(5)
— Rapport : enquête relative à une demande de prorogation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 30.09(3) ajouté par 1994, ch. 47, art. 38
— Rapport : enquête relative au tarif de l'Accord de libre-échange Canada-Israël	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil	8560 876	<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 19.011(4) ajouté par 1996, ch. 33, art. 17
— Rapport : enquête relative au tarif du Chili	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 19.012(4) ajouté par 1997, ch. 14, art. 20
— Rapport : enquête relative au tarif du Costa Rica	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil ou au ministre		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 19.013(4) ajouté par 2001, ch. 28, art. 20
— Rapport : enquête sur demande de prorogation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 30.25(14) ajouté par 2002, ch. 19, art. 4 (cessation d'effet de l'art. 30.25 le 11 décembre 2013 – voir l'art. 30.26 de la loi)
— Rapport : enquête sur désorganisation du marché et détournement des échanges — République populaire de Chine	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 30.21(3) ajouté par 2002, ch. 19, art. 4 (cessation d'effet de l'art. 30.21 le 11 décembre 2013 – voir l'art. 30.26 de la loi)

62 FINANCES

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport : enquête sur plainte d'un producteur national pour désorganisation du marché — République populaire de Chine	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil	8560 894	<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 30.22(10) ajouté par 2002, ch. 19, art. 4 (cessation d'effet de l'art. 30.22 le 11 décembre 2013 – voir l'art. 30.26 de la loi)
— Rapport : enquête sur plainte d'un producteur national pour détournement des échanges — République populaire de Chine	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 30.23(10) ajouté par 2002, ch. 19, art. 4 (cessation d'effet de l'art. 30.23 le 11 décembre 2013 – voir l'art. 30.26 de la loi)
— Rapport : enquête sur rapport pour désorganisation du marché ou détournement des échanges — République populaire de Chine	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 30.24(5) ajouté par 2002, ch. 19, art. 4 (cessation d'effet de l'art. 30.24 le 11 décembre 2013 – voir l'art. 30.26 de la loi)
— Rapport : enquête sur toute question connexe soumise par le gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil (dans les 180 jours qui suivent l'ouverture de l'enquête, lequel délai peut être prorogé d'au plus 90 jours)		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.), par. 29(5)
— Rapport : enquête visée aux articles 18, 19, 19.1 ou 20 (marchandises des États-Unis)	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil	8560 572	<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.), par. 21(2); 1988, ch. 65, art. 54
— Rapport : enquête visée aux articles 18, 19, 19.01 ou 20 (marchandises des pays signataires de l'ALÉNA)	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par 20.2(3) ajouté par 1993, ch. 44, art. 38

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
INDUSTRIE, ministre de l' (comprend les documents que doit déposer le registraire général du Canada)			
Agence spatiale canadienne			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 502	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Agence	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur l'Agence spatiale canadienne</i> 1990, ch. 13, art. 23
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 502	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Banque de développement du Canada			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions	8560 841	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 686	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Banque	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 162	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 152	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 686	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 833	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Commissaire aux brevets			
— Rapport annuel d'exercice	Non indiqué	8560 330	<i>Loi sur les brevets</i> L.R. (1985), ch. P-4, art. 26; L.R. (1985), ch. 33 (3 ^e suppl.), art. 7

64 INDUSTRIE

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — <i>Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Commissaire de la concurrence			
— Rapport annuel : procédures découlant de l'application des lois visées au paragraphe 7(1) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport	8560 352	<i>Loi sur la concurrence</i> L.R. (1985), ch. C-34; art. 127 ajouté par L.R. (1985), ch. 19 (2 ^e suppl.), art. 45; 1999, ch. 2, art. 36
Commission canadienne du tourisme			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 861	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 87	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 794	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 861	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 861	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Commission du droit d'auteur			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 546	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 août)	8560 555	<i>Loi sur le droit d'auteur</i> L.R. (1985), ch. C-42; par. 66.9(2) ajouté par L.R. (1985), ch. 10 (4 ^e suppl.), art. 12
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 546	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Conseil canadien des normes			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 642	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 76	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 122	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 642	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 820	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
— Décret du gouverneur en conseil : instructions d'application générale sur la politique canadienne de télécommunication	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi sur les télécommunications</i> 1993, ch. 38, par. 10(7)
— Instructions du gouverneur en conseil : période transitoire	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions	8560 379	<i>Loi sur les télécommunications</i> 1993, ch. 38, par. 75(3)
— Ordonnance d'exemption prise par le Conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission de l'ordonnance au ministre		<i>Loi sur les télécommunications</i> 1993, ch. 38, par. 10(8)
— Projet de décret du gouverneur en conseil : instructions d'application générale sur la politique canadienne de télécommunication	Sur réception par le ministre		<i>Loi sur les télécommunications</i> 1993, ch. 38, par. 10(1)
— Projet d'ordonnance d'exemption prise par le Conseil	Sur réception par le ministre		<i>Loi sur les télécommunications</i> 1993, ch. 38, par. 10(3)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : utilisation de la liste d'exclusion nationale	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les six mois suivant la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur les télécommunications</i> 1993, ch. 38; art. 41.6 ajouté par 2005, ch. 50, art. 1 (non en vigueur)
Conseil de recherches en sciences humaines			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 660	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours de la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 36	<i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i> L.R. (1985), ch. S-12, par. 20(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 660	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 719	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
Rapport annuel des activités du Conseil ainsi que le rapport du vérificateur général y afférent	Dans les 15 jours de la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 500	<i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i> L.R. (1985), ch. N-21, par. 18(2)
Non requis depuis 2003 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 719	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Conseil des subventions au développement régional			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Conseil national de recherches du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 639	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (dans les quatre premiers mois de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 192	<i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> L.R. (1985), ch. N-15, art. 17
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 639	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Fondation canadienne pour l'innovation			
— Rapport annuel : activités de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 116	<i>Loi d'exécution du budget de 1997</i> 1997, ch. 26, par. 29(3)
Ministère			
— Arrêté du ministre : modification de l'annexe de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise de l'arrêté (aussitôt que possible après l'entrée en vigueur d'une modification à l'Accord)		<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur la Station spatiale internationale civile</i> 1999, ch. 35, art. 10
— Décret du gouverneur en conseil : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la signature du décret		<i>Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz</i> L.R. (1985), ch. E-4, par. 40(1)
— Projets de règlement du gouverneur en conseil : application de la loi	Avant la prise des règlements	8560 657	<i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> 1998, ch. 36, par. 14(3)
— Projets de règlement du gouverneur en conseil : projets pilotes relatifs au financement des petites entreprises du Canada	Avant la prise des règlements	8560 774	<i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> 1998, ch. 36, par. 13(5)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué	8560 892	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 723	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Au plus tard le 1 ^{er} juin qui suit la fin d'un exercice ou, si le Parlement ne siège pas, le premier jour de séance suivant	8560 474	<i>Loi sur le développement industriel et régional</i> L.R. (1985), ch. I-8, par. 14(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les 12 mois suivant chaque exercice)	8560 240	<i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> 1998, ch. 36, art. 18 et 20

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : application de la loi	Au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre suivant le 31 janvier		<i>Loi sur les zones spéciales</i> L.R. (1985), ch. S-14, art. 9
— Rapport annuel : application des ententes conclues en vertu de la loi	Au début de chaque exercice		<i>Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA)</i> L.R. (1985), ch. A-3, art. 11
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 723	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : résumé statistique et analyse des renseignements obtenus en application de la loi	Sans délai (au début de chaque année) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 115	<i>Loi sur les déclarations des personnes morales</i> (titre modifié par 1998, ch. 26, art. 63) L.R. (1985), ch. C-43, par. 22(1); 1998, ch. 26, art. 68
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : dispositions de la loi et son application	Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 63		<i>Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies</i> L.R. (1985), ch. C-36; par. 63(1) ajouté par 2005, ch. 47, art. 131 (non en vigueur)
— Rapport : examen décennal de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi et tous les 10 ans par la suite). La présente loi est entrée en vigueur le 13 juillet 1995.	8560 766	<i>Loi sur la Banque de développement du Canada</i> 1995, ch. 28, par. 36(2)
— Rapport : examen de la loi et de son application	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'examen (dans les cinq ans suivant la date d'entrée en vigueur de l'article 42)		<i>Loi sur le programme de protection des salariés</i> 2005, ch. 47, art. 1 « 42 » (non en vigueur)
— Rapport : examen des articles 21.01 à 21.19 de la loi et de leur application	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 21.2). L'article 21.2 est entré en vigueur le 14 mai 2005.		<i>Loi sur les brevets</i> L.R. (1985), ch. P-4; par. 21.2(2) ajouté par 2004, ch. 23, art. 1
— Rapport : la loi et les conséquences de son application	Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 285		<i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> (titre modifié par 1992, ch. 27, art. 2) L.R. (1985), ch. B-3; par. 285(1) ajouté par 2005, ch. 47, art. 122 (non en vigueur)
— Rapport mensuel : application de la loi	Dans les 40 jours qui suivent le 6 août 1969 et chaque mois par la suite, ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours où il siège par la suite		<i>Loi sur les subventions au développement régional</i> S.R. 1970, ch. R-3, art. 16

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport quinquennal : examen de l'application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans l'année suivant le 31 mars 2004 et ensuite tous les cinq ans)	8560 881	<i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> 1998, ch. 36, art. 19 et 20
— Rapport trimestriel : application de la loi	Dès que la rédaction en est terminée (dès que possible après la fin de chaque trimestre) ou, si le Parlement ne siège pas, l'un des 15 premiers jours où il siège par la suite		<i>Loi de soutien de l'emploi</i> 1970-71-72, ch. 56, art. 21
— Règles générales établies par le gouverneur en conseil	Dans les trois semaines qui suivent leur établissement ou, si le Parlement n'est pas alors en session, dans les trois semaines de l'ouverture de la session suivante	8560 284	<i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> (titre modifié par 1992, ch. 27, art. 2) L.R. (1985), ch. B-3, par. 209(2)
— Règles générales établies par le gouverneur en conseil	Dans les trois semaines de leur établissement, ou, si le Parlement ne siège pas, dans les trois premières semaines de la session suivante	8560 545	<i>Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies</i> L.R. (1985), ch. C-36, par. 18(3)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 491	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 491	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Registraire général du Canada			
— Liste des commissions délivrées à des fonctionnaires publics pendant l'année	Chaque année dans les 15 premiers jours de la session suivante du Parlement	8560 413	<i>Loi sur les fonctionnaires publics</i> L.R. (1985), ch. P-31, art. 4
— Rapport annuel : exécution des pouvoirs et fonctions conférés au directeur par la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le registraire général du Canada (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 532	<i>Loi sur l'enregistrement des lobbyistes</i> L.R. (1985), ch. 44 (4 ^e suppl.); art. 10.6 ajouté par 1995, ch. 12, art. 5; 2004, ch. 7, art. 23
— Rapport annuel : opérations du registraire général du Canada sous le régime de la loi	Non indiqué	8560 411	<i>Loi sur les syndicats ouvriers</i> L.R. (1985), ch. T-14, art. 30
— Rapport d'enquête du directeur	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le registraire général du Canada		<i>Loi sur l'enregistrement des lobbyistes</i> L.R. (1985), ch. 44 (4 ^e suppl.); par. 10.5(1) ajouté par 1995, ch. 12, art. 5; 2004, ch. 7, art. 23
Sociétés de caisse de retraite			
— Rapport complet des biens, recettes et dépenses de chaque société	Lorsque le gouverneur en conseil ou la Chambre le requiert		<i>Loi sur les sociétés de caisse de retraite</i> L.R. (1985), ch. P-8, art. 16

70 INDUSTRIE

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Statistique Canada			
— Rapport annuel	À inclure sous forme distincte dans le rapport annuel du ministre au Parlement		<i>Loi sur la statistique</i> L.R. (1985), ch. S-19, par. 4(3)
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 655	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 655	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Tribunal de la concurrence			
— Règles d'application générale : pratique et procédure	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant leur établissement	8560 511	<i>Loi sur le Tribunal de la concurrence</i> L.R. (1985), ch. 19 (2 ^e suppl.), partie I, par. 16(3)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA, ministre de la			
Commissaire à la protection de la vie privée			
— Rapport : études spéciales	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 60(2)
Commission canadienne des droits de la personne			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 680	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 680	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission de révision des lois			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 678	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 678	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission d'examen de la rémunération des juges			
— Rapport : caractère satisfaisant des traitements, autres prestations et avantages pécuniaires des juges	Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans le délai fixé par le ministre après consultation de la Commission)		<i>Loi sur les juges</i> L.R. (1985), ch. J-1, par. 26(4) et (6); 1998, ch. 30, art. 5
— Rapport : examen quadriennal	Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les neuf mois qui suivent le 1 ^{er} septembre 1999 et, par la suite, dans le même délai, à partir du 1 ^{er} septembre tous les quatre ans)	8560 578	<i>Loi sur les juges</i> L.R. (1985), ch. J-1, par. 26(2) et (6); 1996, ch. 2, art. 1; 1998, ch. 30, art. 5
Commission du droit du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 863	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois premiers mois de chaque exercice)	8560 371	<i>Loi sur la Commission du droit du Canada</i> 1996, ch. 9, art. 23 et 24

72 JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 863	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapports de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant leur réception	8560 371	<i>Loi sur la Commission du droit du Canada</i> 1996, ch. 9, art. 24
— Réponse du ministre aux rapports de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception de la réponse par la Commission	8560 764	<i>Loi sur la Commission du droit du Canada</i> 1996, ch. 9, art. 25
Conseil canadien de la magistrature			
— Décrets de révocation pris par le gouverneur en conseil, rapports et éléments de preuve relatifs à la révocation du titulaire d'un poste	Dans les 15 jours qui suivent leur prise ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur les juges</i> L.R. (1985), ch. J-1, art. 70
Cour canadienne de l'impôt			
— Règles établies par le comité des règles : pratique et procédure	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant leur établissement	8560 864	<i>Loi sur la Cour canadienne de l'impôt</i> L.R. (1985), ch. T-2, par. 20(3)
Cour fédérale			
— Dépôt des règles ou ordonnances et des modifications ou annulations y afférentes	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant leur approbation par le gouverneur en conseil	8560 620	<i>Loi sur les Cours fédérales</i> (titre modifié par 2002, ch. 8, art. 14) L.R. (1985), ch. F-7, par. 46(5); 1992, ch. 1, art. 68
Cour suprême du Canada			
— Dépôt des règles et ordonnances	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant leur édicton	8560 784	<i>Loi sur la Cour suprême</i> L.R. (1985), ch. S-26, par. 97(4); L.R. (1985), ch. 34 (3 ^e suppl.), art. 7
— Rapport : projet de loi d'intérêt privé ou pétition	Non indiqué		<i>Loi sur la Cour suprême</i> L.R. (1985), ch. S-26, art. 54
Ministère			
— Arrêté du procureur général du Canada et du ministre des Affaires étrangères : mesures extraterritoriales étrangères	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la date de sa prise	8560 599	<i>Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères</i> L.R. (1985), ch. F-29, art. 10; 1996, ch. 28, art. 7
— Projet de loi du ministre : adoption des lois révisées du Canada	Après examen et approbation des projets des textes de loi révisés par les comités du Sénat et de la Chambre ou par le comité conjoint	1987, ch. 48 (Projet de loi C-94)	<i>Loi sur la révision des lois</i> L.R. (1985), ch. S-20, par. 7(2)
— Projets de règlement du gouverneur en conseil : usage des deux langues officielles dans les institutions fédérales	Au moins 30 jours de séance avant la date prévue pour leur entrée en vigueur		<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), par. 87(1)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Projets des textes de loi révisés	Au cours du processus de révision ou au terme de celui-ci, ou encore dans les deux cas	332-7/9	<i>Loi sur la révision des lois</i> L.R. (1985), ch. S-20, par. 7(1)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 676	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Service administratif des tribunaux judiciaires	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les six mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 872	<i>Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires</i> 2002, ch. 8, par. 12(2)
— Rapport annuel : application de l'article 83.3 de la loi pour l'année précédente	Non indiqué	8560 820	<i>Code criminel</i> L.R. (1985), ch. C-46; par. 83.31(2) ajouté par 2001, ch. 41, art. 4
— Rapport annuel : application des articles 83.28 et 83.29 de la loi pour l'année précédente	Non indiqué	8560 820	<i>Code criminel</i> L.R. (1985), ch. C-46; par. 83.31(1) ajouté par 2001, ch. 41, art. 4
— Rapport annuel : demandes présentées sous le régime de la partie XXI.1 (Demandes de révision auprès du ministre — erreurs judiciaires) de la loi	Dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 827	<i>Code criminel</i> L.R. (1985), ch. C-46; art. 696.5 ajouté par 2002, ch. 13, art. 71
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 676	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : examen de la mise en oeuvre et de l'application de l'article 4 de la loi	Dans l'année qui suit la fin de l'examen (dans les cinq ans suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi) ou dans le délai supérieur accordé par les deux chambres du Parlement. La présente loi est entrée en vigueur le 13 juin 2002.		<i>Loi sur la réédiction de textes législatifs</i> 2002, ch. 20, par. 9(2)
— Rapport : toute incompatibilité de l'une des dispositions d'un règlement ou d'un projet de loi avec les fins et dispositions de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> . Ce rapport fait suite à un examen conformément aux règlements (<i>voir</i> DORS/85-781 et DORS/86-42).	Dans les meilleurs délais possible		<i>Loi sur le ministère de la Justice</i> L.R. (1985), ch. J-2, par. 4.1(1); 1992, ch. 1, art. 144(F)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 493	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5

74 JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Fonctionnaire, etc.	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
<i>— Description du document</i>			
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 493	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Tribunal canadien des droits de la personne			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 860	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 860	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
LEADER DU GOUVERNEMENT À LA CHAMBRE DES COMMUNES (devant porter le titre de leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique)			
Commissions de délimitation des circonscriptions électorales			
— Rapport : révisions en matière de représentations des provinces à la Chambre	Non indiqué (à l'issue de chaque recensement décennal)		<i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i> L.R. (1985), ch. E-3, par. 3(2); 2001, ch. 21, art. 27
Gouverneur en conseil			
— Tarif et modification : honoraires, frais et indemnités à verser aux directeurs du scrutin et autres personnes employées pour les élections	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre après leur établissement	8560 466	<i>Loi électorale du Canada</i> 2000, ch. 9, par. 542(3)
— Tarif et modification : honoraires, frais et indemnités à verser aux directeurs du scrutin et autres personnes employées pour les référendums	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre après leur établissement		<i>Règlement adaptant la Loi électorale du Canada aux fins d'un référendum</i> DORS/2002-25, par. 542(3)
Leader			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
PATRIMOINE CANADIEN, ministre du (devant porter le titre de ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine)			
Bibliothèque et Archives du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 881	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 881	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 675	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 675	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 868	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 868	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Centre de règlement des différends sportifs du Canada			
— Plan d'entreprise	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du plan d'entreprise (au moins 30 jours avant le début de l'exercice suivant)	8562 864	<i>Loi sur l'activité physique et le sport</i> 2003, ch. 2, par. 32(4)
— Rapport annuel : activités du Centre	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 869	<i>Loi sur l'activité physique et le sport</i> 2003, ch. 2, par. 33(5)
Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 664	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les meilleurs délais après la réception du rapport du président de la Commission d'examen (dans les meilleurs délais après le 31 mars de chaque année)	8560 16	<i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> L.R. (1985), ch. C-51, art. 52; 1995, ch. 29, art. 22(A)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 664	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission de la fonction publique			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 659	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 659	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : questions relevant de la Commission de la fonction publique	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les meilleurs délais suivant la fin de l'exercice)		<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 12 « 23(2) » et 13
Commission des champs de bataille nationaux			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 563	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 563	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission des relations de travail dans la fonction publique			
— Ordonnance d'exécution, rapport circonstancié et documents afférents	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'expiration du délai imparti dans l'ordonnance (dans le cas où une mesure prescrite par l'ordonnance n'est pas prise dans ce délai)		<i>Loi sur les relations de travail au Parlement</i> L.R. (1985), ch. 33 (2 ^e suppl.), art. 14
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 628	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les meilleurs délais suivant la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 2 « 251(2) »

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : application de la partie I (Relations de travail) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (au tout début de chaque année, dans les meilleurs délais)	8560 515	<i>Loi sur les relations de travail au Parlement</i> L.R. (1985), ch. 33 (2 ^e suppl.), art. 84
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 628	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : examen de la loi et de son application	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 252, le ministre veille à l'exécution du rapport). L'article 252 est entré en vigueur le 1 ^{er} avril 2005.		<i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 2 « 252 »
— Rapport : motifs pour lesquels un décret suspendant une grève a été pris par le gouverneur en conseil	Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 2 « 197(2) »
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
— Décret du gouverneur en conseil : instructions — licences	Dans les 15 jours de séance suivant la prise du décret	8560 286	<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 26(3)
— Décret du gouverneur en conseil : instructions — mission et pouvoirs du conseil	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret	8560 379	<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 7(5) et 8(1)
— Instructions du ministre	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant leur établissement		<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 23(5)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 666	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-22, art. 13; 1991, ch.11, art. 80
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 666	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : manquement reproché à la Société Radio-Canada	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport		<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 25(2)
Conseil des Arts du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 711	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décali de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours de la réception du rapport par le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada désigné à cette fin (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 80	<i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> (titre modifié par 2001, ch. 34, art. 14(A)) L.R. (1985), ch. C-2, par. 21(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 711	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Fondation canadienne des relations raciales			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 285	<i>Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales</i> 1991, ch. 8, par. 26(3)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Institut canadien des langues patrimoniales			
— Rapport annuel : activités de l'Institut	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard quatre mois après le 31 mars de chaque année)		<i>Loi sur l'Institut canadien des langues patrimoniales</i> 1991, ch. 7, par. 25(2) (non en vigueur)
— Rapport : examen des activités et de l'organisation de l'Institut	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les meilleurs délais après le quatrième jour anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente loi)		<i>Loi sur l'Institut canadien des langues patrimoniales</i> 1991, ch. 7, par. 26(2) (non en vigueur)
Ministère			
— Décret du gouverneur en conseil : résidence d'été pour le chef de l'opposition	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi sur les résidences officielles</i> L.R. (1985), ch. O-4, par. 5(2)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 849	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les cinq premiers jours de séance de la Chambre suivant le 31 janvier	8560 577	<i>Loi sur le multiculturalisme canadien</i> L.R. (1985), ch. 24 (4 ^e suppl.), art. 8

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : langues officielles	Dans les meilleurs délais après la fin de chaque exercice	8560 565	<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), art. 44; 1995, ch. 11, art. 29
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 849	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 409	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 409	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Musée canadien de la nature			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 478	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Musée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 469	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 166	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 478	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en œuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 856	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Musée canadien des civilisations			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 590	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Musée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 467	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 161	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 590	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en œuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 858	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Musée des beaux-arts du Canada			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 479	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Musée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 468	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 167	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 479	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en œuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 859	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Musée national des sciences et de la technologie			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 588	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Musée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 472	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 170	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 588	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 857	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Office national du film			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 394	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 14 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les meilleurs délais au début de chaque exercice)	8560 189	<i>Loi sur le cinéma</i> L.R. (1985), ch. N-8, par. 20(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 394	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Société du Centre national des Arts			
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 jours de la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 179	<i>Loi sur le Centre national des Arts</i> L.R. (1985), ch. N-3, par. 17(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délaï de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 670	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Société Radio-Canada			
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (aussitôt que possible, dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 86	<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 71(1)
— Résumé du plan d'entreprise	Non indiqué (pour chaque exercice)	8562 849	<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 55(4)
Téléfilm Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 668	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 jours de la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 91	<i>Loi sur Téléfilm Canada</i> (titre modifié par 2002, ch. 17, art. 6) L.R. (1985), ch. C-16, par. 23(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 668	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Tribunal de la dotation de la fonction publique			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : questions qui relèvent du Tribunal de la dotation de la fonction publique	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les meilleurs délais suivant la fin de l'exercice)		<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 12 « 110(2) » et 13

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
PÊCHES ET DES OCÉANS, ministre des			
Ministère			
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 10.1 de la loi (<i>voir aussi Transports, ministre des</i>)	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> 2001, ch. 26; par. 10.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 105 (<i>non en vigueur</i>)
— Décrets du gouverneur en conseil : modification de l'annexe 2 et rapport sur les objectifs de la convention, du protocole ou de la résolution	Dans les 10 jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> 2001, ch. 26, par. 30(2) (<i>non en vigueur</i>)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 671	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du ministère	Le 31 janvier au plus tard ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 14	<i>Loi sur le ministère des Pêches et des Océans</i> L.R. (1985), ch. F-15, art. 6
Non requis depuis 2000 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : activités exercées dans le cadre de la loi ou accords conclus sous son régime	Aussitôt que possible après la fin de chaque exercice	8560 292	<i>Loi sur le développement de la pêche</i> L.R. (1985), ch. F-21, art. 10
— Rapport annuel : application de la loi	Au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre suivant le 1 ^{er} juin	8560 457	<i>Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique</i> L.R. (1985), ch. A-14, par. 8(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 jours suivant l'achèvement du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 147	<i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i> L.R. (1985), ch. F-22, par. 14(2)
— Rapport annuel : protection de l'habitat des poissons et prévention de la pollution	Dans les meilleurs délais au début de chaque exercice	8560 325	<i>Loi sur les pêches</i> L.R. (1985), ch. F-14; par. 42.1(1) ajouté par 1991, ch. 1, art. 11.1
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 671	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 460	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 460	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Office de commercialisation du poisson d'eau douce			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 672	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 294	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 769	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 672	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 826	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
PREMIER MINISTRE			
Bureau du Conseil privé			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 651	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 651	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Chef de la fonction publique			
— Rapport annuel : état de la fonction publique	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le premier ministre (au cours de chaque exercice)		<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 12 « 127 » et 13
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 512	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 512	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Gouverneur en conseil			
— Projet de décret du gouverneur en conseil : création de départements d'État et modification	Non indiqué		<i>Loi sur les départements et ministres d'État</i> L.R. (1985), ch. M-8, par. 6(1)
Premier ministre			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
Secrétariat des relations fédérales-provinciales			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> <i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Titulaires de charge publique — Principes, règles et obligations en matière d'éthique	Dans les 30 jours de séance suivant l'entrée en fonction du premier ministre. Dans un délai de 15 jours de séance pour tout changement aux principes, règles et obligations en matière d'éthique devant être déposé.		<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1; art. 72.062 ajouté par 2004, ch. 7, art. 4

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES			
Bureau de régie interne de la Chambre des communes			
— Compte rendu des délibérations pour la session précédente	Dans les 10 jours suivant l'ouverture de chaque session		<i>Règlement de la Chambre des communes</i> par. 148(1)
— Décisions sur les budgets des comités	Dès que le Bureau a approuvé ou rejeté les budgets		<i>Règlement de la Chambre des communes</i> par. 148(2)
— Nominations au Bureau	Le président fait connaître à la Chambre le nom des membres du Bureau dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant leur nomination	Fait de vive voix	<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1, par. 50(4); L.R. (1985), ch. 42 (1 ^{er} suppl.), art. 2; 1991, ch. 20, art. 2
— Règlements administratifs	Dans les 30 jours suivant leur adoption ou, si la Chambre ne siège pas, les règlements administratifs sont remis au greffier		<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1; par. 52.5(2) et (3) ajoutés par 1991, ch. 20, art. 2
Commissaire à la protection de la vie privée			
— Rapport annuel : activités du commissariat	Non indiqué (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 626	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, art. 38 et par. 40(1)
— Rapport annuel : application de la partie 1 (Protection des renseignements personnels dans le secteur privé) de la loi	Dans les meilleurs délais après la fin de l'année civile	8560 789	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> 2000, ch. 5, par. 25(1)
— Rapport spécial : affaire urgente et importante	Non indiqué (à toute époque de l'année)		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 39(1) et 40(1)
Commissaire à l'environnement et au développement durable			
— Rapport annuel : question environnementale ou autre relative au développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport	8560 521	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 23(3) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Commissaire à l'éthique			
— Rapport annuel : activités du Commissaire à l'éthique au titre de l'article 72.05 de la loi	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice	8560 890	<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1; al. 72.13(1)a) ajouté par 2004, ch. 7, art. 4
— Rapport annuel : activités du Commissaire à l'éthique au titre des articles 72.07 et 72.08 de la loi	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice	8560 891	<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1; al. 72.13(1)b) ajouté par 2004, ch. 7, art. 4

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délaï de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport d'enquête	Une fois son enquête terminée, le commissaire à l'éthique remet sans délai un rapport d'enquête au Président, lequel présente le rapport à la Chambre à sa prochaine séance. Le rapport est accessible au public dès qu'il est déposé à la Chambre ou, pendant une période d'ajournement ou de prorogation, dès qu'il est reçu par le Président. Si le Parlement est dissous, le commissaire rend son rapport public.		<i>Règlement de la Chambre des communes</i> Annexe 1, art. 28
Commissaire à l'information			
— Rapport annuel : activités du commissariat	Non indiqué (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 734	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, art. 38 et par. 40(1)
— Rapport spécial : affaire importante ou urgente	Non indiqué (à toute époque de l'année)	8560 734	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 39(1) et 40(1)
Commissaire à l'intégrité du secteur public			
— Rapport annuel : activités du commissaire	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice, le rapport est établi et présenté au Parlement		<i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> 2005, ch. 46, par. 38(1) (non en vigueur)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) (non en vigueur)
— Rapport spécial : toute question urgente ou importante	À toute époque de l'année		<i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> 2005, ch. 46, par. 38(3) (non en vigueur)
Commissaire aux langues officielles			
— Rapport annuel : activités du commissariat	Dans les meilleurs délais après la fin de chaque année	8560 301	<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), art. 66 et par. 69(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 728	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport et recommandations en vertu du paragraphe 63(3) de la loi	Si, dans un délai raisonnable après la transmission du rapport au gouverneur en conseil, il n'y a pas été donné suite, de l'avis du commissaire, par des mesures appropriées		<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), par. 65(3) et 69(1)
— Rapport spécial : affaire importante et urgente	Non indiqué		<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), par. 67(1) et 69(1)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — <i>Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Commission canadienne des droits de la personne			
— Rapport annuel : application des parties II (Commission canadienne des droits de la personne) et III (Actes discriminatoires et dispositions générales) de la loi	Dans les trois mois suivant la fin de l'année civile	8560 123	<i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> L.R. (1985), ch. H-6, par. 61(1) et (4); 1998, ch. 9, art. 32
— Rapports spéciaux : affaire importante ou urgente	Non indiqué (à tout moment)	8560 123	<i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> L.R. (1985), ch. H-6, par. 61(2) et (4); 1998, ch. 9, art. 32
Commission de la fonction publique			
— Rapport spécial : question urgente ou importante	Non indiqué		<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 12 « 23(3) » et 13
Délégation interparlementaire reconnue			
— Rapport : activités d'une délégation interparlementaire reconnue	Dans les 20 jours de séance qui suivent le retour au Canada d'une délégation interparlementaire reconnue constituée en partie de députés	8565 75	<i>Règlement de la Chambre des communes</i> par. 34(1)
Directeur général des élections			
— Formulaire : exemplaires du rapport financier et du compte de dépenses électorales	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre après l'établissement du formulaire	8560 844	<i>Loi électorale du Canada</i> 2000, ch. 9, art. 552
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 645	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : article 534 de la <i>Loi électorale du Canada adaptée aux fins d'un référendum</i>	Sans retard après sa réception (dans les 90 jours suivant le retour du bref)		<i>Règlement adaptant la Loi électorale du Canada aux fins d'un référendum</i> DORS/2002-25, art. 536
— Rapport : article 535 de la <i>Loi électorale du Canada adaptée aux fins d'un référendum</i>	Sans retard après sa réception (dans les meilleurs délais suivant un référendum)		<i>Règlement adaptant la Loi électorale du Canada aux fins d'un référendum</i> DORS/2002-25, art. 536
— Rapport : chacune des 10 commissions de délimitations des circonscriptions électorales concernant le partage de la province en circonscriptions électorales, les limites et les populations respectives de celles-ci, ainsi que le nom à leur attribuer	Immédiatement après que le directeur général des élections a transmis au président de la Chambre des communes un rapport; et, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs. Chaque commission doit soumettre son rapport au directeur général des élections dans un délai maximal d'un an, à compter de la réception par le président de chaque commission de l'état visé à l'article 13.	8560 459	<i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i> L.R. (1985), ch. E-3, par. 20(1) et 21(1); L.R. (1985), ch. 6 (2 ^e suppl.), art. 4 et 5
— Rapport : élections générales, élections partielles ou modifications proposées à la loi	Sans délai	8560 4	<i>Loi électorale du Canada</i> 2000, ch. 9, art. 536

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Règlements que le directeur général des élections se propose de prendre en vertu de l'article 7 de la loi	Au moins sept jours avant la date prévue pour leur prise	8560 775	<i>Loi référendaire</i> 1992, ch. 30, par. 7(6)
Société géographique de Québec			
— Rapport annuel : état général des affaires de la corporation	Dans les 20 premiers jours de chaque session du Parlement		<i>Acte pour incorporer la Société Géographique de Québec</i> 1879, ch. 77, art. 9
Société royale du Canada			
— Rapport annuel : état général des affaires de la société	Dans les 20 premiers jours de chaque session du Parlement	8560 233	<i>Acte pour incorporer la Société Royale du Canada</i> 1883, ch. 46, art. 9
Tribunal canadien des droits de la personne			
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les trois mois suivant la fin de l'année civile	8560 661	<i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> L.R. (1985), ch. H-6, par. 61(3) et (4); 1998, ch. 9, art. 32
Vérificateur général du Canada			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 627	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel (y compris le rapport du vérificateur général en application de l'article 7.1)	Sans délai suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 décembre de l'année à laquelle il se rapporte) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 jours de séance qui suivent sa réception	8560 64	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17, par. 7(3); 1994, ch. 32, art. 2
— Rapport : constatations suite à la vérification du Compte d'assurance maritime et aérienne contre les risques de guerre	Dans les trois mois de la fin de chaque vérification ou, si le Parlement n'est pas alors en session, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante		<i>Loi sur les risques de guerre en matière d'assurance maritime et aérienne</i> S.R. 1970, ch. W-3, par. 7(2); 1976-77, ch. 34, art. 30(F)
— Rapport spécial : prévisions budgétaires	Immédiatement suivant la réception du rapport ou, si la Chambre ne siège pas, le premier jour de séance ultérieur		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17, par. 8(2) et 19(2)
— Rapports spéciaux : affaire importante ou urgente	Immédiatement suivant la réception du rapport ou, si la Chambre ne siège pas, le premier jour de séance ultérieur		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17, par. 8(1) et (2); 1994, ch. 32, art. 3
— Rapports supplémentaires (y compris le rapport du vérificateur général en application de l'article 7.1)	Sans délai suivant la réception du rapport (le 30 ^e jour suivant le préavis ou à l'expiration du délai plus long qui y est indiqué) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 jours de séance qui suivent sa réception	8560 826	
	— Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	8560 826	
		8560 64	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 7(5) ajouté par 1994, ch. 32, art. 2

92 PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
— Rapport : vérification de la directive visée au paragraphe 10.1(2) de la loi et de sa mise en oeuvre	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (au moins une fois tous les cinq ans)	8560 873	<i>Loi sur le développement des exportations</i> (titre modifié par 2001, ch. 33, art. 2(F)) L.R. (1985), ch. E-20; par. 21(2) ajouté par 2001, ch. 33, art. 11

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES , ministre des (devant porter le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement social)			
Commission d'appel des pensions			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 718	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 718	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission de l'assurance-emploi du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport d'évaluation	Dans les 30 jours suivant la réception du rapport (pour les années 2001 à 2006, au plus tard le 31 mars de l'année suivante) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 322	<i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 1996, ch. 23, par. 3(2) et (3); 2001, ch. 5, art. 2
— Rapport sur les enquêtes	Dans les 30 jours qui suivent celui où le rapport a été soumis au gouverneur en conseil ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 1996, ch. 23, par. 124(4)
— Règlements pris par la Commission	Dans les trois jours de séance suivant leur prise	8560 597	<i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 1996, ch. 23, par. 153(3)
Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire			
— Rapport annuel : activités de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les six mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 196	<i>Loi d'exécution du budget de 1998</i> 1998, ch. 21, par. 38(2)
Ministère			
— Certificat de coût, rapport d'évaluation ou rapport d'actif présenté pour le Programme de la sécurité de la vieillesse	Dans les 30 jours de séance suivant leur présentation ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs	8560 596	<i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i> L.R. (1985), ch. 13 (2 ^e suppl.), par. 9(1)
— Décret du gouverneur en conseil : mise en vigueur d'accords prévoyant la signature d'arrangements réciproques avec des États étrangers	Dans les 15 jours suivant sa signature ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 212	<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> L.R. (1985), ch. O-9, par. 42(1)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Décret du gouverneur en conseil ordonnant la réduction ou la retenue des contributions en matière de santé et de programmes sociaux et exposé des motifs	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret	8560 608	<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> (titre modifié par 1995, ch. 17, par. 45(1)) L.R. (1985), ch. F-8, par. 21(3); 1995, ch. 17, art. 50
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 884	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport	8560 773	<i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> 1994, ch. 28, par. 20(1); 2003, ch. 15, art. 12
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport		<i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> L.R. (1985), ch. S-23, art. 22
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : application de la loi	Au début de chaque exercice ou, si le Parlement ne siège pas, dans les meilleurs délais après l'ouverture de la session suivante	8560 141	<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> L.R. (1985), ch. O-9, art. 47
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : application de la loi (voir aussi Finances, ministre des)	Dès qu'il est terminé (au début de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 59	<i>Régime de pensions du Canada</i> L.R. (1985), ch. C-8, par. 117(2); 1997, ch. 40, art. 97
— Rapport annuel : application de la Loi relative aux rentes sur l'État et de la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État	Dans les 15 premiers jours qui suivent l'établissement du rapport (dans les neuf mois qui suivent la fin de l'année fiscale) ou, le cas échéant, dans les 15 premiers jours de la séance suivante	8560 57	<i>Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État</i> 1974-75-76, ch. 83, par. 18(1)
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : contrats d'assurance	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 juin)	8560 110	<i>Loi sur l'assurance du service civil</i> S.R. 1952, ch. 49, par. 21(2); 1992, ch. 1, art. 42
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans les Comptes publics du ministère			
— Rapport annuel : opérations relevant de la loi	Aussitôt que possible après la fin de chaque année financière		<i>Loi sur l'assistance-chômage</i> S.R. 1970, ch. U-1, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 884	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : application de la partie V.1 (Transfert canadien en matière de santé, transfert canadien en matière de programmes sociaux et transfert visant la réforme des soins de santé) de la loi (voir aussi Finances, ministre des et Santé, ministre de la)	Non indiqué		<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> (titre modifié par 1995, ch. 17, par. 45(1)) L.R. (1985), ch. F-8; art. 25.8 ajouté par 2003, ch. 15, art. 8
— Rapport : transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (voir aussi Finances, ministre des et Santé, ministre de la)	Non indiqué		<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> (titre modifié par 1995, ch. 17, par. 45(1)) L.R. (1985), ch. F-8; art. 23.1 ajouté par L.R. (1985), ch. 26 (2 ^e suppl.), art. 4; 1995, ch. 17, art. 50
— Rapport trimestriel : application de la loi	Dans un délai de 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les meilleurs délais après les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre)	8560 456	<i>Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs</i> L.R. (1985), ch. L-1, par. 36(1)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Société canadienne d'hypothèques et de logement			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 632	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 108	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 629	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8

Fonctionnaire, etc.	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
<i>— Description du document</i>			
— Rapport annuel : application de la loi, prêts consentis au titre de la loi et administration des prêts consentis au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , chapitre 188 des Statuts révisés du Canada de 1952	Dans les 15 premiers jours de séance du Parlement suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 mars)		<i>Loi nationale sur l'habitation</i> L.R. (1985), ch. N-11, par. 102(2); L.R. (1985), ch. 25 (4 ^e suppl.), art. 31
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 632	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 811	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délaï de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
RESSOURCES NATURELLES, ministre des			
Administration du pipe-line du Nord			
— Instructions et approbations du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant leur réception		<i>Loi sur le pipe-line du Nord</i> L.R. (1985), ch. N-26, art. 23
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 720	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel et rapport du vérificateur général : opérations de l'Administration	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 43	<i>Loi sur le pipe-line du Nord</i> L.R. (1985), ch. N-26, art. 13 et 14
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 720	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Association des arpenteurs des terres du Canada			
— Rapport annuel : renseignements demandés par le ministre	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (chaque année)	8560 799	<i>Loi sur les arpenteurs des terres du Canada</i> 1998, ch. 14, par. 70(2)
Commission canadienne de sûreté nucléaire			
— Instructions du gouverneur en conseil : orientation générale sur la mission de la Commission	Non indiqué		<i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i> 1997, ch. 9, par. 19(3)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 623	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 771	<i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i> 1997, ch. 9, art. 72
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 623	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Énergie atomique du Canada, Limitée			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : activités de la société d'État	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 62	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 649	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 824	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable			
— Rapport annuel : activités de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les cinq mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 823	<i>Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable</i> 2001, ch. 23, par. 30(3)
Ministère			
— Contrats de réassurance : responsabilité des accidents nucléaires	Dans les 15 jours de leur conclusion ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur la responsabilité nucléaire</i> L.R. (1985), ch. N-28, par. 16(2)
— Décret du gouverneur en conseil : dépenses du Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	Dans les 15 premiers jours de séance suivant sa signature		<i>Loi sur l'administration de l'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-6, par. 72(1)
— Motion de ratification d'un décret déclarant une urgence nationale, exposé des motifs et compte rendu	Dans les sept jours de séance suivant la prise du décret. Si le Parlement ne siège pas alors, la Chambre doit être immédiatement convoquée en vue de siéger dans les sept jours suivant la prise du décret ou, si la Chambre est alors dissoute, le Parlement est convoqué en vue de siéger le plus tôt possible après la prise du décret. Dans les deux cas, la motion, l'exposé et le compte rendu sont déposés le premier jour de séance suivant la convocation		<i>Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-9; par. 46(1) à (4) ajoutés par L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), art. 73
— Motion de ratification d'un décret élaborant, modifiant, convertissant, terminant ou prolongeant un programme de répartition obligatoire du pétrole, exposé des motifs et compte rendu	Dans les sept jours de séance suivant la prise du décret		<i>Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-9; par. 48(1) ajouté par L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), art. 73
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué	8560 896	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport : activités relevant des attributions du ministre	Dans les meilleurs délais suivant l'établissement du rapport (lorsque exigé par le gouverneur en conseil)		<i>Loi sur le ministère des Ressources naturelles</i> 1994, ch. 41, par. 7(2)
	— <i>Règlement sur le rapport sur l'état des forêts au Canada</i> (DORS/95-479)	8560 461	

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 653	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société responsable de la gestion des déchets nucléaires	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 808	<i>Loi sur les déchets de combustible nucléaire</i> 2002, ch. 23, art. 19.1
— Rapport annuel : application de la loi (voir aussi Transports, ministre des)	Dans les meilleurs délais au début de chaque année		<i>Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles</i> L.R. (1985), ch. M-9, art. 38 (non en vigueur); 1994, ch. 41, art. 37
— Rapport annuel : comptabilité relative à l'indemnité compensatrice du coût du pétrole	Dans un délai de 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les trois mois suivant la fin d'un exercice)		<i>Loi sur l'administration de l'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-6, par. 86(5)
— Rapport annuel : Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	Dans un délai de 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les trois mois suivant la fin d'un exercice)	8560 449	<i>Loi sur l'administration de l'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-6, par. 71(5)
— Rapport annuel : exécution et contrôle d'application de la loi	Au début de chaque exercice, dans les meilleurs délais	8560 375	<i>Loi sur l'efficacité énergétique</i> 1992, ch. 36, art. 36
— Rapport annuel : Fonds de développement Canada-Nouvelle-Écosse	Au plus tard le 15 ^e jour de séance de la Chambre suivant le 31 décembre de chaque exercice se déroulant pendant la durée de l'Accord	8560 448	<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i> 1988, ch. 28, art. 238
— Rapport annuel : mise en oeuvre de la loi (voir aussi Affaires indiennes et du Nord canadien, ministre des)	Dans les 15 premiers jours de séance suivant l'achèvement du rapport (dans les 90 premiers jours de l'année)	8560 455	<i>Loi fédérale sur les hydrocarbures</i> L.R. (1985), ch. 36 (2 ^e suppl.), art. 109
— Rapport annuel : paiements de péréquation compensatoires et détermination du potentiel fiscal par habitant en vertu de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au plus tard le 31 décembre suivant chaque exercice, pendant la durée de l'Accord atlantique)	8560 875	<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve</i> 1987, ch. 3, art. 226; 1994, ch. 41, art. 37
— Rapport annuel : paiements de péréquation compensatoires et détermination du potentiel fiscal par habitant en vertu de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au plus tard pour le 31 décembre suivant chaque exercice, pendant la durée de l'Accord)	8560 448	<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i> 1988, ch. 28, art. 231
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 653	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : redevances d'exportation sur le pétrole	Dans un délai de 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les trois mois suivant la fin d'un exercice)		<i>Loi sur l'administration de l'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-6, par. 14(4)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans les six mois suivant la date à laquelle l'examen a été ordonné par le ministre (trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs. La présente loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2003.		<i>Loi sur l'exportation et l'importation des diamants bruts</i> 2002, ch. 25, art. 45.1
— Règlements pris par le gouverneur en conseil : demandes d'indemnisation suite à un accident nucléaire	Immédiatement après leur prise ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur la responsabilité nucléaire</i> L.R. (1985), ch. N-28, par. 28(2)
— Résumé des accords du Canada en vertu de la loi	Dans les meilleurs délais possible suivant leur conclusion		<i>Loi sur l'exploitation du champ Hibernia</i> 1990, ch. 41, art. 5
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 507	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 507	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Office Canada — Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 378	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de la réception du rapport (dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice)	8560 586	<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i> 1988, ch. 28, par. 30(3)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 378	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office Canada — Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 556	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de la réception du rapport (dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice). Toutefois, il le fait publier dans les 30 jours suivant cette date si le dépôt en est impossible au cours de ce délai.	8560 505	<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve</i> 1987, ch. 3, par. 29(3)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 556	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office de répartition des approvisionnements d'énergie			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport mensuel : programme de répartition obligatoire ou programme de rationnement	Dès leur établissement ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-9, par. 14(3)
Office des indemnisations pétrolières			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office national de l'énergie			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 689	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (dans les trois premiers mois de l'année civile) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 188	<i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i> L.R. (1985), ch. N-7, art. 133
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 689	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Société de développement du Cap-Breton			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

102 RESSOURCES NATURELLES

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document</i>	
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 106	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 151	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 827	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
REVENU NATIONAL, ministre du			
Agence du revenu du Canada			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 646	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Agence	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 décembre de chaque année suivant la première année complète de fonctionnement de l'Agence)	8560 780	<i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> (titre modifié par 2005, ch. 38, art. 35) 1999, ch. 17, par. 88(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 646	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Règlements du gouverneur en conseil interdisant l'exportation de pétrole et de bois à pulpe	Dans les 15 premiers jours de session suivant la date des règlements		<i>Loi sur les exportations</i> L.R. (1985), ch. E-18, par. 5(2)
— Résumé du plan d'entreprise	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'approbation du résumé par le ministre (après l'approbation du plan par le Conseil du Trésor)	8562 839	<i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> (titre modifié par 2005, ch. 38, art. 35) 1999, ch. 17, par. 49(2)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 506	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 506	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — <i>Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
SANTÉ, ministre de la			
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Agence de la santé publique du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Centre canadien de lutte contre les toxicomanies			
— Rapport annuel : activités du Centre	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans le mois qui suit la présentation du rapport au conseil — dans les trois premiers mois de chaque exercice)	8560 591	<i>Loi sur le Centre canadien de lutte contre les toxicomanies</i> L.R. (1985), ch. 49 (4 ^e suppl.), par. 31(2); 1996, ch. 8, art. 32
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 554	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : activités du Conseil	Au plus tard le 15 ^e jour de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les quatre mois suivant la fin de chaque année)	8560 538	<i>Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</i> L.R. (1985), ch. 24 (3 ^e suppl.), partie III, par. 45(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 554	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 602	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la remise du rapport	8560 564	<i>Loi sur les brevets</i> L.R. (1985), ch. P-4; par. 100(4) ajouté par 1993, ch. 2, art. 7
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 602	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : dépenses de recherche et développement en matière de médicaments par rapport aux recettes tirées de la vente de médicaments	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la remise du rapport	8560 564	<i>Loi sur les brevets</i> L.R. (1985), ch. P-4; par. 89(4) ajouté par 1993, ch. 2, art. 7
Instituts de recherche en santé du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 852	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités, orientation stratégique et objectifs du IRSC	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 782	<i>Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada</i> 2000, ch. 6, par. 32(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 852	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministère			
— Accord d'équivalence en vigueur dans une province : tabac	Dans les 15 jours suivant la prise du décret du gouverneur en conseil déclarant que certaines dispositions de la présente loi ou de ses règlements ne s'appliquent pas dans la province où un accord d'équivalence est en vigueur		<i>Loi sur le tabac</i> 1997, ch. 13, par. 60(3) et (4)

Fonctionnaire, etc.	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
— <i>Description du document</i>			
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 21.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur la quarantaine</i> L.R. (1985), ch. Q-1; par. 21.1(7) et (8) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 102 (Loi abrogée par 2005, ch. 20, art. 82 (non en vigueur))
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 11.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur le ministère de la Santé</i> 1996, ch. 8; par. 11.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 34
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 30.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur les aliments et drogues</i> L.R. (1985), ch. F-27; par. 30.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 66
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 13.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur les dispositifs émettant des radiations</i> L.R. (1985), ch. R-1; par. 13.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 103
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 6.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur les produits antiparasitaires</i> L.R. (1985), ch. P-9; par. 6.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 99 (Loi abrogée par 2002, ch. 28, art. 89 (non en vigueur))
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 67.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur les produits antiparasitaires</i> 2002, ch. 28; par. 67.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, par. 111.1(2) (s'applique dès l'entrée en vigueur de 2002, ch. 28, art. 89) (non en vigueur)
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 5.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur les produits dangereux</i> L.R. (1985), ch. H-3; par. 5.1(7) et (8) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 67
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 16.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur les produits dangereux</i> L.R. (1985), ch. H-3; par. 16.1(7) et (8) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 68
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 27.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur les produits dangereux</i> L.R. (1985), ch. H-3; par. 27.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 69

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Copie de tout décret ou arrêté visé aux articles 58 à 60 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise du décret ou de l'arrêté		<i>Loi sur la mise en quarantaine</i> 2005, ch. 20, par. 61(2) (non en vigueur)
— Déclaration du ministre énonçant les motifs sur lesquels il se fonde pour ne pas déposer un projet de règlement devant les deux chambres du Parlement	Non indiqué		<i>Loi sur la procréation assistée</i> 2004, ch. 2, par. 67(2)
— Déclaration énonçant les motifs sur lesquels le ministre se fonde pour ne pas déposer le projet de règlement	Non indiqué		<i>Loi sur la mise en quarantaine</i> 2005, ch. 20, par. 62.2(2) (non en vigueur)
— Déclaration motivée s'il n'est pas donné suite dans un règlement à l'une ou l'autre des recommandations que contient un rapport d'un comité	Non indiqué		<i>Loi sur la procréation assistée</i> 2004, ch. 2, par. 66(4)
— Décrets du gouverneur en conseil : inscriptions à l'annexe I de la loi	Au cours des 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret	8560 846	<i>Loi sur les produits dangereux</i> L.R. (1985), ch. H-3, par. 7(1); L.R. (1985), ch. 24 (3 ^e suppl.), art. 1
— Décrets du gouverneur en conseil : modification de l'annexe II de la loi	Au cours des 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi sur les produits dangereux</i> L.R. (1985), ch. H-3, par. 18(2); L.R. (1985), ch. 24 (3 ^e suppl.), art. 1
— Décrets et modification des décrets de réduction ou de retenue de la contribution pécuniaire à une province et exposé des motifs du décret	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi canadienne sur la santé</i> L.R. (1985), ch. C-6, par. 15(3)
— Dépôt des projets de règlement : tabac	Avant la prise du règlement par le gouverneur en conseil	8560 12	<i>Loi sur le tabac</i> 1997, ch. 13, par. 42.1(1)
— Projet de règlement en vertu de l'article 62 de la loi	Non indiqué		<i>Loi sur la mise en quarantaine</i> 2005, ch. 20, par. 62.1(1) (non en vigueur)
— Projets de règlement du gouverneur en conseil : application de la loi	Avant la prise des règlements		<i>Loi sur la procréation assistée</i> 2004, ch. 2, par. 66(1)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 629	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (dans les meilleurs délais, mais au plus tard pour le 31 décembre de chaque année)	8560 458	<i>Loi canadienne sur la santé</i> L.R. (1985), ch. C-6, art. 23

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : application de la loi	Dès que possible après la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les produits antiparasitaires</i> 2002, ch. 28, par. 80(1) (non en vigueur)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 629	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : application de la partie V.1 (Transfert canadien en matière de santé, transfert canadien en matière de programmes sociaux et transfert visant la réforme des soins de santé) de la loi (voir aussi Ressources humaines et Développement des compétences, ministre des et Finances, ministre des)	Non indiqué		<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> (titre modifié par 1995, ch. 17, par. 45(1)) L.R. (1985), ch. F-8; art. 25.8 ajouté par 2003, ch. 15, art. 8
— Rapport : transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (voir aussi Ressources humaines et Développement des compétences, ministre des et Finances, ministre des)	Non indiqué		<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> (titre modifié par 1995, ch. 17, par. 45(1)) L.R. (1985), ch. F-8; art. 23.1 ajouté par L.R. (1985), ch. 26 (2 ^e suppl.), art. 4; 1995, ch. 17, art. 50
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 477	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 477	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Décali de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE, ministre de la (devant porter le titre de ministre de la Sécurité publique)			
Agence des services frontaliers du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités et résultats obtenus de l'Agence	Le plus tôt possible après la fin de chaque exercice et avant la fin de l'exercice en cours Note : Le paragraphe 15.1(2) de la loi dispose que le dépôt de tout rapport exigé par le Conseil du Trésor sur les activités de l'Agence et les résultats obtenus par celle-ci satisfait à l'obligation du paragraphe 15.1(1) si les renseignements visés au paragraphe 15.1(1) figurent dans le rapport.		<i>Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada</i> 2005, ch. 38, par. 15.1(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Bureau de l'Inspecteur général du service canadien du renseignement de sécurité			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Centre canadien des armes à feu			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 879	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 879	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du comité	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 septembre)	8560 31	<i>Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité</i> L.R. (1985), ch. C-23, art. 53; L.R. (1985), ch. 1 (4 ^e suppl.), art. 7
— Rapport annuel des activités du juge à la retraite d'une juridiction supérieure	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 septembre)		<i>Loi sur la citoyenneté</i> L.R. (1985), ch. C-29; art. 19.3 ajouté par 1997, ch. 22, art. 2; 2005, ch. 10, art. 14
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Comité	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois premiers mois de chaque exercice)	8560 509	<i>Loi sur la Gendarmerie royale du Canada</i> L.R. (1985), ch. R-10, art. 30; L.R. (1985), ch. 8 (2 ^e suppl.), art. 16
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Commissaire aux armes à feu			
— Rapport annuel: application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dès que possible au début de chaque année civile)	8560 144	<i>Loi sur les armes à feu</i> 1995, ch. 39, par. 93(2); 2003, ch. 8, art. 50
— Rapport spécial : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dès que possible après une demande écrite du ministre)		<i>Loi sur les armes à feu</i> 1995, ch. 39, par. 93(2); 2003, ch. 8, art. 50
Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada			
— Rapport annuel : activités de la banque nationale de données génétiques	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 777	<i>Loi sur l'identification par les empreintes génétiques</i> 1998, ch. 37; par. 13.1(2) ajouté par 2000, ch. 10, art. 12; 2005, ch. 10, art. 26
— Rapport annuel : activités du programme de protection des témoins	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 juin)	8560 7	<i>Loi sur le programme de protection des témoins</i> 1996, ch. 15, par. 16(2)
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois premiers mois de chaque exercice)	8560 550	<i>Loi sur la Gendarmerie royale du Canada</i> L.R. (1985), ch. R-10; art. 45.34 ajouté par L.R. (1985), ch. 8 (2 ^e suppl.), art. 16
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission nationale des libérations conditionnelles			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Enquêteur correctionnel du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information (Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

112 SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : activités du bureau de l'enquêteur correctionnel	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois premiers mois de chaque exercice)	8560 72	<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> 1992, ch. 20, art. 192
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels (Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport spécial : question urgente ou importante	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (à toute époque de l'année)		<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> 1992, ch. 20, art. 193
Gendarmerie royale du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministère			
— Arrangements avec une province ou une municipalité relativement à l'utilisation de la Gendarmerie royale du Canada, ou d'un élément de celle-ci	Dans un délai de 15 jours de leur conclusion ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 475	<i>Loi sur la Gendarmerie royale du Canada</i> L.R. (1985), ch. R-10, par. 20(5)
— Décret du gouverneur en conseil : modification des échelles de l'annexe de la partie IV (Pensions aux veuves et aux orphelins) de la loi	Dès que possible après que le décret a été rendu	8560 392	<i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> S.R. 1970, ch. R-10, par. 57(3)
— Dépôt des projets de règlement	Le même jour que leur dépôt devant le Sénat	8560 492	<i>Loi sur les armes à feu</i> 1995, ch. 39, par. 118(1) et (2)
— Notification : projets de règlement sur les armes à feu non déposés en raison de modifications mineures ou d'urgence	Non indiqué	8560 779	<i>Loi sur les armes à feu</i> 1995, ch. 39, par. 119(4)
— Projets de règlements pris en vertu des articles 17, 32, 53, 61, 102, 116, 150 et 150.1 de la loi (voir aussi Citoyenneté et de l'Immigration, ministre de la)	Non indiqué		<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> 2001, ch. 27, par. 5(2); 2004, ch. 15, art. 70
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport actuariel sur l'évaluation de l'actif et du passif de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)	Aussitôt que possible après que le rapport a été dressé (le 31 mars 1939 et tous les cinq ans par la suite ou aux époques que le ministre des Finances juge favorables au cours de toute période quinquennale). Le dernier rapport a été déposé à la Chambre le 4 mai 2005.	8560 230	<i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> S.R. 1970, ch. R-10, par. 56(3)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de l'article 83.3 de la loi pour l'année précédente	Non indiqué	8560 819	<i>Code criminel</i> L.R. (1985), ch. C-46; par. 83.31(3) ajouté par 2001, ch. 41, art. 4; 2005, ch. 10, sous-al. 34(1)f)(iv)
— Rapport annuel : application des parties I (Prestations de service) et III (Prestations supplémentaires) de la loi	Annuellement	8560 231	<i>Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada</i> L.R. (1985), ch. R-11, art. 31; 1992, ch. 46, art. 79; 1999, ch. 34, art. 200
— Rapport annuel : autorisations relatives aux interceptions de communications	Dès qu'il est terminé (chaque année, aussitôt que possible) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 510	<i>Code criminel</i> L.R. (1985), ch. C-46, par. 195(4); 2005, ch. 10, sous-al. 34(1)f)(x)
— Rapport annuel : examen annuel de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) par le vérificateur général, état de la caisse et des opérations faites durant l'année	Non indiqué	8560 232	<i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> S.R. 1970, ch. R-10, par. 55(4); 1976-77, ch. 34, art. 30(F), item 27
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 517	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 517	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Service canadien du renseignement de sécurité			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Service correctionnel du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Service	Au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre suivant le 31 janvier		<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> 1992, ch. 20, art. 95
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
TRANSPORTS, ministre des (devant porter le titre de ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités)			
Administrateur de l'Office du transport du grain			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 727	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 727	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 878	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Administration	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 824	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 897	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs.	8561 878	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 863	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Administration de pilotage de l'Atlantique			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 713	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : activités de l'Administration	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 415	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 105	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 713	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 842	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Administration de pilotage des Grands Lacs			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 714	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Administration	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 417	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 105	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 714	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 843	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Administration de pilotage des Laurentides			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 715	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Administration	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 416	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8561 105	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 715	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 844	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Administration de pilotage du Pacifique			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 716	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Administration	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 418	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 870	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 716	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

118 TRANSPORTS

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 845	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Administration du pont Blue Water			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 864	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Administration	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 821	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 866	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 864	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 862	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Administration portuaire de Belledune			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Halifax			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Déla <i>i</i> de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Hamilton			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Montréal			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Nanaimo			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Port-Alberni			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Prince-Rupert			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délaï de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Québec			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Saint-Jean			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Sept-Îles			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de St. John's			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Thunder Bay			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
— <i>Description du document</i>			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Toronto			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Trois-Rivières			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Vancouver			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Windsor			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire du fleuve Fraser			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 854	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

122 TRANSPORTS

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 854	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire du North-Fraser			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire du Saguenay			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 611	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Bureau de l'infrastructure du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 876	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 876	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission de la capitale nationale			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 683	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 181	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 160	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 683	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 821	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

Corporation du Pont international de la voie maritime, Ltée, La

— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4) (non en vigueur)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 635	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Corporation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1) (non en vigueur)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8 (non en vigueur)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 635	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2) (non en vigueur)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4) (non en vigueur)

Marine Atlantique S.C.C.

— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — <i>Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 622	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 846	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

Ministère

— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 10.1 de la loi (<i>voir aussi Pêches et des Océans, ministre des</i>)	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> 2001, ch. 26; par. 10.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 105 (<i>non en vigueur</i>)
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 6.41 de la loi (<i>voir aussi Défense nationale, ministre de la</i>)	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur l'aéronautique</i> L.R. (1985), ch. A-2; par. 6.41(5) et (6) ajoutés par 1992, ch. 4, art. 13; 2004, ch. 15, par. 11(3)
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 8.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> L.R. (1985), ch. S-9; par. 8.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 104
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 13.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur la protection des eaux navigables</i> L.R. (1985), ch. N-22; par. 13.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 95
— Arrêté d'urgence pris sous le régime de l'article 32 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur la protection des eaux navigables</i> L.R. (1985), ch. N-22; par. 32(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 96
— Contrats de réassurance : risques de guerre en matière d'assurance maritime et aérienne	Dans les 30 jours de leur conclusion ou, si le Parlement n'est pas alors en session, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante		<i>Loi sur les risques de guerre en matière d'assurance maritime et aérienne</i> S.R. 1970, ch. W-3, art. 8

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Décret du gouverneur en conseil : modification des annexes de la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs	Dans les 10 premiers jours de séance du Parlement qui suivent sa promulgation		<i>Loi de la convention sur la sécurité des conteneurs</i> L.R. (1985), ch. S-1, par. 8(2)
— Décrets du gouverneur en conseil : modification de l'annexe 1 et rapport sur les objectifs de la convention, du protocole ou de la résolution	Dans les 10 jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> 2001, ch. 26, par. 30(2) (non en vigueur)
— État suffisamment détaillé de la nature et de l'étendue des travaux exécutés sous l'autorité de la loi au cours de la précédente année civile, des fonds dépensés à cet égard et de la dépense approximative prévue pour l'année civile en cours	Dans les 30 premiers jours de chaque session tenue avant l'achèvement desdits ouvrages		<i>Loi des terminus nationaux canadiens à Montréal, 1929</i> 1929, ch. 12, art. 11
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 690	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'administrateur de la Caisse d'indemnisation	Au plus tard le dixième jour de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au début de chaque exercice, dans les meilleurs délais)	8560 606	<i>Loi sur la responsabilité en matière maritime</i> 2001, ch. 6, par. 100(2)
— Rapport annuel : application de la loi (voir aussi Ressources naturelles, ministre des)	Dans les meilleurs délais au début de chaque année		<i>Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles</i> L.R. (1985), ch. M-9, art. 38 (non en vigueur); 1994, ch. 41, art. 37
— Rapport annuel : chemins de fer et canaux	Dans les 21 premiers jours de la session		<i>Loi sur le ministère des Transports</i> L.R. (1985), ch. T-18, art. 20
Non requis depuis 1993 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 690	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : renseignements statistiques disponibles et rapport d'étape sur la mise en oeuvre des règles et des normes	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport		<i>Loi sur les transports routiers</i> (titre modifié par 2001, ch. 13, art. 1) L.R. (1985), ch. 29 (3 ^e suppl.), par. 25(1) (ancien par. 35(1)); 2001, ch. 13, art. 9
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport : examen de l'application et des effets des modifications apportées à la Loi sur les transports routiers par la Loi modifiant la Loi de 1987 sur les transports routiers et d'autres lois en conséquence	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (entre la fin de la quatrième année et celle de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de l'article 26). L'article 26 est entré en vigueur le 1 ^{er} janvier 2005.		<i>Loi sur les transports routiers</i> (titre modifié par 2001, ch. 13, art. 1) L.R. (1985), ch. 29 (3 ^e suppl.), par. 26(3); 2001, ch. 13, art. 9
— Rapport : examen de l'application des articles 167 à 172 de la loi	À tous les cinq ans		<i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> 2001, ch. 26, art. 173 (non en vigueur)
— Rapport : examen de l'application des articles 660.2 à 660.10 de la loi	Dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi et tous les deux ans par la suite. La présente loi est entrée en vigueur le 31 décembre 1993.	8560 747	<i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> L.R. (1985), ch. S-9; par. 660.11(1) ajouté par 1993, ch. 36, art. 6
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au cours de la cinquième année qui suit l'entrée en vigueur de l'article 33). L'article 33 est entré en vigueur le 1 ^{er} avril 2002.		<i>Loi sur l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien</i> 2002, ch. 9, partie 1, art. 2 « 33(2) »
— Rapport : mesures d'aliénation et de transfert prises au cours de l'exercice ainsi que sur la gestion des ports publics et des installations portuaires publiques	Dans les trois mois suivant la fin de l'exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs (pour chacun des quatre exercices qui suivent l'entrée en vigueur de l'article 72). L'article 72 est entré en vigueur le 1 ^{er} mars 1999.	8560 737	<i>Loi maritime du Canada</i> 1998, ch. 10, par. 72(7)
— Rapport : règles de La Haye-Visby	Avant le 1 ^{er} janvier 2005, et par la suite tous les cinq ans	8560 874	<i>Loi sur la responsabilité en matière maritime</i> 2001, ch. 6, art. 44
— Rapport spécial : dispense d'observer la partie V (Mesures de sécurité) de la loi	Annuellement		<i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> L.R. (1985), ch. S-9, par. 421(4)
— Rapport spécial : exemptions de navires par le ministre en vertu de la partie II (Brevets et certificats) de la loi	Annuellement	8560 239	<i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> L.R. (1985), ch. S-9, par. 132(2)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 522	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 522	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Monnaie royale canadienne			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 443	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Monnaie	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 176	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 659	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 443	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 810	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Office des transports du Canada			
— Décret du gouverneur en conseil ordonnant à l'Office de prendre des mesures pour la stabilisation du réseau national des transports	Dans les sept premiers jours de séance suivant la prise du décret	8560 562	<i>Loi sur les transports au Canada</i> 1996, ch. 10, par. 47(4)
— Directives générales à l'Office par le gouverneur en conseil	Non indiqué		<i>Loi sur les transports au Canada</i> 1996, ch. 10, art. 43 et 44
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 527	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 30 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (avant la fin du mois de mai)	8560 282	<i>Loi sur les transports au Canada</i> 1996, ch. 10, par. 42(3)
— Rapport annuel : examen de la situation de l'industrie	Avant la fin du mois de mai	8560 79	<i>Loi sur les transports au Canada</i> 1996, ch. 10, par. 52(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 527	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport semestriel : énoncé du nombre et de la nature des plaintes déposées au commissaire aux plaintes relatives au transport aérien	Déposé séparément du rapport annuel de l'Office (<i>voir aussi</i> le rapport annuel de l'Office)	8560 751	<i>Loi sur les transports au Canada</i> 1996, ch. 10; art. 85.1 ajouté par 2000, ch. 15, art. 7.1

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Parc Downsview Park Inc.			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 868	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 865	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc., Les			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4) (non en vigueur)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 634	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1) (non en vigueur)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8 (non en vigueur)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 634	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2) (non en vigueur)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4) (non en vigueur)
Queens Quay West Land Corporation			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre qui suivent la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 607	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 631	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 838	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Ridley Terminals Inc.			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions	8560 893	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la compagnie	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 770	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)

130 TRANSPORTS

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Décal de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 793	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 860	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Société canadienne des postes			
— Instruction du ministre et évaluation de toute augmentation des frais ou de pertes pouvant résulter de l'application de l'instruction	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date à laquelle l'instruction est donnée		<i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> L.R. (1985), ch. C-10, par. 22(5)
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 20	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 635	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 650	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 841	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Société des ponts fédéraux Limitée, La			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 724	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 2	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 806	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 724	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 822	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 618	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 852	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
Société immobilière du Canada limitée			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 866	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 617	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 630	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 866	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 840	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Tribunal d'appel des transports du Canada			
— Rapport annuel : activités du Tribunal	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 juin de chaque exercice)	8560 867	<i>Loi sur le Tribunal d'appel des transports du Canada</i> 2001, ch. 29, art. 22
VIA Rail Canada Inc.			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 128	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 637	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 803	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délagi de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
TRAVAIL, ministre du			
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 712	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Centre	Dans les 10 jours de séance suivant la réception du rapport (dans les quatre premiers mois de chaque année ou au plus tard sans délai après réception par le Centre du rapport du vérificateur général visé à l'article 25)	8560 38	<i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i> L.R. (1985), ch. C-13, par. 26(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 712	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission d'indemnisation des marins marchands			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 850	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 850	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Conseil canadien des relations industrielles			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 733	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 janvier qui suit la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 111	<i>Code canadien du travail</i> L.R. (1985), ch. L-2, par. 121(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 733	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministre			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
— Rapport : raisons ayant motivé la prise d'un décret par le gouverneur en conseil suspendant une grève ou un lock-out	Dans les 10 premiers jours de la session suivant des élections générales		<i>Code canadien du travail</i> L.R. (1985), ch. L-2, par. 90(2)
— Rapport : regroupement et analyse des rapports des employeurs du secteur privé	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport	8560 226	<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> 1995, ch. 44, art. 20
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 857	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Tribunal	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 janvier qui suit la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 399	<i>Loi sur le statut de l'artiste</i> 1992, ch. 33, art. 61
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 857	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Décalai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX, ministre des			
Construction de défense (1951)			
Limitée			
— Instructions du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de ces instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 662	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société d'État	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 120	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 633	<i>Loi sur les carburants de remplacement</i> 1995, ch. 20, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 662	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 835	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Ministère			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Non indiqué		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 630	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 630	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Stratégie de développement durable	Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 24(1). Le paragraphe 24(1) est entré en vigueur le 15 décembre 1995.	8560 95B	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(1) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5

Fonctionnaire, etc.	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
— <i>Description du document</i>			
— Stratégie de développement durable révisée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la révision (au moins tous les trois ans)	8560 95	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 24(2) ajouté par 1995, ch. 43, art. 5
Office des normes du gouvernement canadien			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

ANNEXE
LISTE DES RAPPORTS ET DOCUMENTS DÉPOSÉS
PARTIE 1
EXIGENCE LÉGISLATIVE DE DÉPÔT UNIQUE

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité</i>
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN , ministre des			
Commission crie-naskapie			
— Rapport : réexamen du fonctionnement de la Commission	Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les six mois suivant la nomination d'une personne responsable du réexamen, soit dans les six mois suivant les cinq premières années d'application de la partie XII). La partie XII est entrée en vigueur le 1 ^{er} décembre 1984.	342-1/615A	<i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec</i> 1984, ch. 18, par. 172(2)
Ministère			
— Rapport : application des modifications de la <i>Loi sur les Indiens</i>	Au plus tard deux ans après la date de sanction de la présente loi, laquelle a été sanctionnée le 28 juin 1985	332-1/507	<i>Loi modifiant la Loi sur les Indiens</i> L.R. (1985), ch. 32 (1 ^{er} suppl.), par. 23(1)
AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE , ministre de l'			
Ministère			
— Rapport : examen de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (à l'expiration de la dixième année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi). La présente loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} août 1990.	8560 371 791	<i>Loi sur la protection des obtentions végétales</i> 1990, ch. 20, par. 77(1)
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au cours de la cinquième année qui suit la sanction de la présente loi). La présente loi a été sanctionnée le 25 avril 1997.	8560 373 845	<i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> 1997, ch. 20, par. 42(2)
COMITÉS PARLEMENTAIRES			
Accès à l'information			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des dispositions statutaires interdisant la communication de documents	Au plus tard le 1 ^{er} juillet 1986 ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	331-8/9B1	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 24(2)
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen permanent de l'application de la loi	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (au plus tard le 1 ^{er} juillet 1986) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes	332-8/9	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 75(2)

Fonctionnaire, etc. — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Administration des biens saisis			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : analyse exhaustive de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an du début de l'examen (à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi) ou dans un délai supérieur autorisé par la Chambre des communes. La présente loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} septembre 1993.	8510 372 167	<i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> 1993, ch. 37, par. 20(2)
Arrangements avec les créanciers des compagnies			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen de l'application de la loi	Dans l'année suivant le début des travaux du comité (au début de la sixième année suivant l'entrée en vigueur de l'article 22) ou dans le délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres. L'article 22 est entré en vigueur le 25 avril 1997.	2/37-784S (déposé au Sénat)	<i>Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies</i> L.R. (1985), ch. C-36; par. 22(2) ajouté par 1997, ch. 12, art. 126
Brevets			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des dispositions de la <i>Loi sur les brevets</i> édictées par la loi	Dans un délai d'un an du début des travaux (à l'expiration de la quatrième année suivant la sanction de la présente loi) ou dans tout délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres. La présente loi a été sanctionnée le 4 février 1993.	8510 352 115	<i>Loi de 1992 modifiant la Loi sur les brevets</i> 1993, ch. 2, par. 14(2)
Code criminel et Loi sur la preuve au Canada			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : analyse exhaustive de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an après le début de l'analyse (à l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi) ou dans le délai supérieur accordé par la Chambre des communes. La présente loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 1988.	343-8/13I	<i>Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur la preuve au Canada</i> L.R. (1985), ch. 19 (3 ^e suppl.), par. 19(2)
Code criminel (prostitution-racolage)			
— Rapport du comité de la Chambre : examen complet des dispositions de l'article 213 du <i>Code criminel</i>	Dans l'année qui suit le début de son étude (trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi) ou dans le délai supérieur accordé par la Chambre des communes. La présente loi est entrée en vigueur le 20 décembre 1985.	342-8/13C	<i>Loi modifiant le Code criminel (prostitution)</i> L.R. (1985), ch. 51 (1 ^{er} suppl.), art. 2
Code criminel (troubles mentaux)			
— Rapport du comité de la Chambre : examen complet des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année qui suit le début des travaux du comité (dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur d'une disposition de la présente loi) ou avant l'expiration du délai plus long que la Chambre des communes peut lui accorder. Une disposition est entrée en vigueur le 4 février 1992.	8510 371 177	<i>Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants</i> 1991, ch. 43, par. 36(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Douanes			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen détaillé de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai raisonnable suivant le début des travaux (dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi) Note : Alinéa 99(1)b), paragraphes 99(2) à (4) et articles 170 à 172 en vigueur le 3 mars 1986; les autres dispositions en vigueur le 10 novembre 1986.	343-8/30	<i>Loi sur les douanes</i> L.R. (1985), ch. 1 (2 ^e suppl.), par. 168(2)
Enregistrement des lobbyistes			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen de la <i>Loi sur l'enregistrement des lobbyistes</i>	Dans l'année suivant le début des travaux (au début de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de l'article 12) ou dans le délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres. L'article 12 est entré en vigueur le 31 janvier 1996.	8510 371 67	<i>Loi modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes et d'autres lois en conséquence</i> 1995, ch. 12, par. 12(2)
Faillite et insolvabilité			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen de l'application de la loi	Dans l'année suivant le début des travaux du comité (au début de la sixième année suivant l'entrée en vigueur de l'article 216) ou dans le délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres. L'article 216 est entré en vigueur le 25 avril 1997.	2/37-784S (déposé au Sénat)	<i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> (titre modifié par 1992, ch. 27, art. 2) L.R. (1985), ch. B-3, par. 216(2); 1992, ch. 27, art. 80; 1997, ch. 12, art. 114
Indiens			
— Comité parlementaire : examen du rapport déposé par le ministre. Le comité peut, dans le cadre de cet examen, procéder à la révision de toute disposition de la <i>Loi sur les Indiens</i> édictée par la présente loi.	Sans délai après le dépôt par le ministre du rapport visé au paragraphe 23(1) de la présente loi (au plus tard deux après la date de sanction de la présente loi). La présente loi a été sanctionnée le 28 juin 1985.	332-8/7D	<i>Loi modifiant la Loi sur les Indiens</i> L.R. (1985), ch. 32 (1 ^{er} suppl.), art. 23
Infractions en matière de sécurité			
— Rapport du comité de la Chambre ou mixte : examen complet des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'étude (après le 16 juillet 1989) ou dans le délai supérieur que le Parlement accorde	342-8/27	<i>Loi sur les infractions en matière de sécurité</i> L.R. (1985), ch. S-7, par. 7(2)
Océans			
— Rapport du Comité permanent des pêches et des océans : examen complet de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 52) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes. L'article 52 est entré en vigueur le 31 janvier 1997.	8510 371 83	<i>Loi sur les océans</i> 1996, ch. 31, par. 52(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Produits dangereux			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des exclusions prévues par l'article 12 de la <i>Loi sur les produits dangereux</i>	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (deux ans révolus après l'entrée en vigueur de l'article 12 de la <i>Loi sur les produits dangereux</i>) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes. L'article 12 de cette loi est entré en vigueur le 31 octobre 1988.	343-8/14A	<i>Loi visant la modification de la Loi sur les produits dangereux et du Code canadien du travail, l'édiction de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses et la modification d'autres lois en conséquence</i> L.R. (1985), ch. 24 (3 ^e suppl.), art. 57
Protection des renseignements personnels			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen permanent de l'application de la loi	Dans l'année suivant le commencement de l'examen (au plus tard le 1 ^{er} juillet 1986) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes	332-8/9	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 75(2)
Service canadien du renseignement de sécurité			
— Rapport du comité de la Chambre ou mixte : examen complet des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (après le 16 juillet 1989) ou dans le délai supérieur que le Parlement lui accorde	342-8/27	<i>Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité</i> L.R. (1985), ch. C-23, par. 56(2)
Système correctionnel et mise en liberté sous condition			
— Rapport du comité de la Chambre ou mixte : examen détaillé de la loi et des conséquences de son application	Dans l'année qui suit le début de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi) ou dans le délai supérieur que le Parlement lui accorde. La présente loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} novembre 1992.	8510 362 62	<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> 1992, ch. 20, par. 233(2)
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, ministre du			
Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire			
— Rapport : examen des activités et de l'organisation de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de la partie 1 de la présente loi). La partie 1 est entrée en vigueur le 18 juin 1998.	8560 372 840	<i>Loi d'exécution du budget de 1998</i> 1998, ch. 21, art. 37
ENVIRONNEMENT, ministre de l'			
Ministère			
— Rapport : examen complet des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 72) ou dans le délai supérieur que la Chambre accorde. L'article 72 est entré en vigueur le 19 janvier 1995.	8560 371 748	<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> 1992, ch. 37, par. 72(2); 1993, ch. 34, art. 41(F); 1994, ch. 26, art. 24(F)

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
INDUSTRIE, ministre de l' (comprend les documents que doit déposer le registraire général du Canada)			
Ministère			
— Rapport : administration de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de l'achèvement du rapport (dès que possible après l'expiration de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi ou d'une de ses dispositions). La présente loi est entrée en vigueur le 25 janvier 1986.	343-1/473	<i>Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz</i> L.R. (1985), ch. E-4, art. 29
— Rapport : examen de la loi	Dans les cinq ans suivant la date d'entrée en vigueur de l'article 92, lequel est entré en vigueur le 1 ^{er} septembre 1997	8560 372 798	<i>Loi sur le droit d'auteur</i> L.R. (1985), C-42; par. 92(1) ajouté par 1997, ch. 24, art. 50
— Rapport : examen de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi). La présente loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} mai 1993.	8560 361 660	<i>Loi sur les topographies de circuits intégrés</i> 1990, ch. 37, par. 28(2)
— Rapport : examen de la <i>Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral</i>	Dans les trois ans suivant la date de sanction de la présente loi, laquelle a été sanctionnée le 23 juin 1994	8560 361 82	<i>Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions et d'autres lois en conséquence</i> 1994, ch. 24, par. 33(1)
JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA, ministre de la			
Ministère			
— Rapport : examen des lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants et de la détermination des aliments pour enfants	Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 28, lequel est entré en vigueur le 1 ^{er} mai 1997	8560 371 783	<i>Loi sur le divorce</i> L.R. (1985), ch. 3 (2 ^e suppl.), art. 28; 1997, ch. 1, art. 12
PATRIMOINE CANADIEN, ministre du			
Fondation canadienne des relations raciales			
— Rapport : examen des activités et de l'organisation de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les meilleurs délais après le quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente loi). La présente loi est entrée en vigueur le 28 octobre 1996.	8560 371 796	<i>Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales</i> 1991, ch. 8, par. 27(2)
Ministère			
— Rapport : examen et conséquence de l'application de la loi	Aussitôt après avoir terminé l'examen (la septième année suivant l'entrée en vigueur de l'article 66). L'article 66 est entré en vigueur le 9 mai 1995.	8560 372 807	<i>Loi sur le statut de l'artiste</i> 1992, ch. 33, par. 66(1); 1995, ch. 11, art. 42
SANTÉ, ministre de la			
Centre canadien de lutte contre les toxicomanies			
— Rapport : examen de l'activité et de l'organisation du Centre	Non indiqué (aussitôt que possible après le quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente loi). La présente loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} novembre 1988.	8560 351 591A	<i>Loi sur le Centre canadien de lutte contre les toxicomanies</i> L.R. (1985), ch. 49 (4 ^e suppl.), art. 33; 1996, ch. 8, art. 32

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
Ministère			
— Rapport du ministre : si le gouverneur en conseil ne prend pas un règlement en application de l'alinéa 5b.1) de la loi au plus tard le 30 juin 2004	Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant le 30 juin 2004	8560 871	<i>Loi sur les produits dangereux</i> L.R. (1985), ch. H-3; al. 3(3)b) ajouté par 2004, ch. 9, art. 1
TRANSPORTS, ministre des			
Ministère			
— Rapport : études concernant les conditions à remplir pour l'obtention d'un certificat de pilotage, etc.	Dans les 30 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au moins un an après l'entrée en vigueur de l'article 53). L'article 53 est entré en vigueur le 1 ^{er} octobre 1998.	8560 362 204	<i>Loi sur le pilotage</i> L.R. (1985), ch. P-14; par. 53(2) ajouté par 1998, ch. 10, art. 157
— Rapport : examen complet de l'application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans l'année suivant la fin de la période de cinq ans de l'entrée en vigueur de l'article 51). L'article 51 est entré en vigueur le 1 ^{er} janvier 1989.	8560 351 381	<i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i> L.R. (1985), ch. 32 (4 ^e suppl.), par. 51(3)
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au cours de la cinquième année suivant la date de sanction de la présente loi). La présente loi a été sanctionnée le 11 juin 1998.	8560 372 822	<i>Loi maritime du Canada</i> 1998, ch. 10, art. 144
Office des transports du Canada			
— Rapport : examen de l'application de la loi et d'autres lois portant sur la réglementation économique d'un mode de transport ou sur toute activité de transport	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans l'année suivant la date de la nomination d'une personne pour effectuer l'examen, laquelle doit avoir lieu le 1 ^{er} juillet 2000 au plus tard)	8560 371 767	<i>Loi sur les transports au Canada</i> 1996, ch. 10, par. 53(6)

PARTIE 2

EXIGENCE LÉGISLATIVE PÉRIMÉE

<i>Fonctionnaire, etc.</i> — Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, ministre des			
Ministère			
— Rapport annuel : application de la loi pendant la période écoulée	Dans les 60 jours qui suivent le 1 ^{er} janvier de chaque année entre les années 1978 et 1998 inclusivement	8560 362 438	<i>Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois</i> 1976-77, ch. 32, art. 10